



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 21 du 2 août 2011*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 2 août 2011

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>911</b>
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....</b>	<b>911</b>
<b>COMMISSARIAT A L'AMENAGEMENT DU MASSIF DES VOSGES.....</b>	<b>911</b>
Arrêté n° 2011-230 du 23 juin 2011 portant renouvellement des membres du comité de massif du massif vosgien.....	911
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....</b>	<b>912</b>
Arrêté du 28 juillet 2011 portant dissolution de l'Association Foncière de AVRIL.....	912
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>912</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>912</b>
Bureau du cabinet.....	912
Arrêté du 19 mai 2011 portant attribution de la médaille de la famille : promotion « fête des mères 2011 » .....	912
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>915</b>
Bureau de la citoyenneté.....	915
Arrêté du 12 juillet 2011 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire.....	915
Bureau des réglementations.....	915
Arrêté n° 180 modifié le 1er août 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « BACKSTAGE PROTECTION » .....	915
Arrêté n° 232 du 29 juin 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « PROSECURITE » .....	916
Arrêté n° 233 du 1er août 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « SPEED INTERVENTION SECURITE PRIVEE » .....	917
Bureau des étrangers.....	917
Arrêté du 28 juillet 2011 portant renouvellement de l'agrément de l'association « Cimade 54 » pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	917
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>918</b>
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	918
Arrêté du 19 juillet 2011 portant règlement du budget primitif 2011 du syndicat scolaire public intercommunal de VEZELISE.....	918
Arrêté du 21 juillet 2011 portant règlement du budget primitif principal et du budget annexe « maîtrise des déchets » 2011 de la communauté de communes du Saintois.....	918
Arrêté du 21 juillet 2011 portant règlement du budget primitif 2011 de la commune de REMEREVILLE.....	920
Bureau des procédures environnementales.....	921
Arrêté n° 54-2011-00055 du 6 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la Communauté Urbaine du Grand Nancy soumis au régime de l' autorisation.....	921
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>922</b>
Bureau des procédures environnementales / Service environnement, eau, biodiversité.....	922
Arrêté n° 54-2010-00096 du 20 juillet 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 1211-7 du code de l'environnement concernant le programme de restauration, renaturation et entretien pérenne de la Meurthe de SAINT-CLEMENT à LUNEVILLE sur les communes de LUNEVILLE, HERIMENIL, MONCEL-LES-LUNEVILLE, FRAIMBOIS, LARONXE, et SAINT-CLEMENT.....	922
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>925</b>
<b>DIRECTION INTERREGIONALE</b>	
<b>DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....</b>	<b>925</b>
Décision du 30 juin 2011 de délégations de signature concernant les décisions relatives à la population placée sous main de justice au centre pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE.....	925
Décision du 25 juillet 2011 de délégations de signature concernant les décisions relatives à la population placée sous main de justice au centre de détention d'ECROUVES.....	929
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST.....</b>	<b>933</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>933</b>
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-051 du 19 juillet 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réparations localisées de la couche de roulement sur la RN 59 du PR 22+400 au PR 31+000.....	933
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>934</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>934</b>
Etablissements de santé.....	934
Arrêté ARS-DT 54 N°80/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	934
Arrêté ARS – DT 54 N° 81/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	935
Arrêté ARS-DT 54 N° 82/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	936
Arrêté ARS-DT 54 N° 83/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	936
Arrêté ARS-DT 54 N° 84/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	937
Arrêté ARS-DT 54 N° 85/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	937
Arrêté ARS-DT 54 N° 86/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	938
Arrêté ARS-DT 54 N° 87/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	939
Arrêté ARS-DT 54 N° 88/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	939
Arrêté ARS-DT 54 N° 89/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	940
Arrêté ARS-DT 54 N° 90/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	941
Arrêté ARS-DT 54 N° 91/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011.....	942
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....</b>	<b>942</b>
Service Produits de Santé et Biologie .....	942
Arrêté N° 2011-239 du 16 Juin 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « LABORATOIRE PAX » sis au 18 avenue de Hauteclouque à METZ (57000) – enregistrée sous le n°1.....	942
Arrêté N° 2011-240 du 16 Juin 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis au 18 avenue Hauteclouque à METZ (57 000) - Autorisation N° 57-17 - N° FINESSE Entité juridique : 57 002 519 7.....	944
Arrêté N° 2011-253 du 30 juin 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Briey (54150) - LICENCE N° 54#001062.....	947
Arrêté N° 2011-263 du 6 juillet 2011 portant abrogation de l'arrêté n°2010-168 du 15 juillet 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie de Pont-à-Mousson (54700) - LICENCE N°54#01059.....	948
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,</b>	
<b>DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>948</b>
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>948</b>
Décision du 21 juillet 2011 portant agrément de l'association NOTRE DAME DU TRUPT - 42 rue de l'Eglise - 54220 MALZEVILLE en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	948

Décision du 21 juillet 2011 portant agrément de l'association CARAIB NANCY - foyer le Buisson ardent - 1249 avenue Raymond Pinchard - 54000 NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	948
Décision du 21 juillet 2011 portant agrément de l'association Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains - 5 rue du 25ème RA - 54870 VILLERS-LA-CHEVRE en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	949
Décision du 21 juillet 2011 portant agrément de la fédération AGAPSY - Associations Gestionnaires pour l'Accompagnement des personnes handicapées PSYchiques - 6 rue du Général Chevert - 54000 NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	949
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>949</b>
Décision DREAL 2011-33 en date du 25 juillet 2011.....	949
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>950</b>
<b>AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....</b>	<b>950</b>
Décision DDT54/AFC/n° 301, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3256.....	950
Décision DDT54/AFC/n° 302, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3261.....	951
Décision DDT54/AFC/n° 303, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HAROUÉ - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3254.....	951
Décision DDT54/AFC/n° 304, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3260.....	952
Décision DDT54/AFC/n° 305, du 11 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALLOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3258.....	952
Décision DDT54/AFC/n° 306, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3252.....	953
Décision DDT54/AFC/n° 307, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3262.....	953
Décision DDT54/AFC/n° 308, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS LA MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3266.....	954
Décision DDT54/AFC/n° 309, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLEY SAINT ETIENNE - BOUCQ - FRANCHEVILLE - BOUVRON - LAGNEY - MENIL LA TOUR - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3249.....	954
Décision DDT54/AFC/n° 310, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PAGNEY DERRIERE BARINE - BRULEY - LAGNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3248.....	955
Décision DDT54/AFC/n° 311, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALHEY - EINVILLE AU JARD - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3250.....	955
Décision DDT54/AFC/n° 312, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à JEZAINVILLE - PONT A MOUSSON - BLENOD LES PONT A MOUSSON - MONTAUVILLE - MAIDIERES - FEY EN HAYE - LACHAUSSEE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3264.....	956
Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/289, du 1er juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de GIRAUMONT.....	956
Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/290, du 4 juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE.....	957
Arrêté préfectoral 2011/DDT54/AFC/313, du 21/07/2011, fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2011 dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	957
Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/316, du 18 juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de LOISY-2.....	958
Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/317, du 20 juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'ANDERNY.....	959
Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/319, du 19 juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'EULMONT.....	959
<b>TRANSPORTS - SECURITE.....</b>	<b>960</b>
Arrêté n° 2011-145 du 5 juillet 2011 portant règlement communal de publicité sur le territoire de la commune de VILLERS-LÈS-NANCY.....	960
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>960</b>
<b>SECRETARIAT - SOLIDARITE - INSERTION.....</b>	<b>960</b>
Arrêté DDSC n° 101 du 12 juillet 2011 portant renouvellement de la composition nominative des membres de la commission de médiation.....	960
<b>DIRECTION DE CONTROLE FISCAL EST.....</b>	<b>961</b>
PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement.....	961
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>962</b>
PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement.....	962
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>962</b>
Arrêté n° 11.D.D.P.P.20 du 21 janvier 2011 portant délivrance du mandat sanitaire spécialisé au docteur Emmanuelle PRAMPART à QUIERS-SUR-BEZONDE.....	962
Arrêté n° 11.D.D.P.P.51 du 23 juin 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur François JOLIVET à FAULQUEMONT.....	963
Arrêté n° 11.D.D.P.P.58 du 12 juillet 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Michèle BLAIRON à LONGWY.....	963
Arrêté n° 11.D.D.P.P.59 du 12 juillet 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Alexandra MURESAN à DOGNEVILLE.....	964
Arrêté n° 11.D.D.P.P.60 du 12 juillet 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Patrice WEBER à DOGNEVILLE.....	964
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>965</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>965</b>
Délégation de signature du 1er juillet 2011.....	965
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>965</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>965</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>965</b>
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES.....</b>	<b>965</b>
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27673 du 29 juillet 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY.....	965
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 41329 du 20 juillet 2011 autorisant OPI/BE à exécuter des travaux sur la commune de HAUCOURT-MOULAIN.....	965
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 46063 du 20 juillet 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY.....	966
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 48024 du 20 juillet 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de DIEULOUARD.....	966
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° FR54S01D du 21 juillet 2011 autorisant la SAS centrales photovoltaïques de Toul-Rosières 2 et 3 à exécuter des travaux sur les communes de ROSIERES-EN-HAYE, ROGEVILLE, VILLERS-EN-HAYE, DIEULOUARD et BLENOD-LES-PONT-A-MOISSON.....	966
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° FR54S01D du 29 juillet 2011 autorisant la SAS centrale photovoltaïque de Toul-Rosières 1 à exécuter des travaux sur les communes de JAILLON, FRANCHEVILLE et TOUL.....	966
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55152 du 29 juillet 2011 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune de MARS-LA-TOUR.....	966
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55300 du 29 juillet 2011 autorisant NEXITY FONCIER CONSEIL à exécuter des travaux sur la commune de THIL.....	966

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****COMMISSARIAT A L'AMENAGEMENT DU MASSIF DES VOSGES****Arrêté n° 2011-230 du 23 juin 2011 portant renouvellement des membres du comité de massif du massif vosgien**

Le Préfet de la région Lorraine,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est,  
Préfet coordonnateur du massif vosgien,  
Préfet de la Moselle,

VU la loi n°85-30 du 9 janvier 1985 modifiée relative au développement et à la protection de la montagne, notamment ses articles 5 et 7 ;  
VU le décret n°2004-69 du 16 janvier 2004 relatif à la délimitation des massifs ;  
VU le décret n°2004-51 du 12 janvier 2004 relatif à la composition et au fonctionnement des comités de massif du Massif des Alpes, du Massif Central, du Massif jurassien, du Massif des Pyrénées et du Massif vosgien ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre du 16 janvier 2004 relatif aux préfets coordonnateurs de massif, notamment du massif vosgien ;  
VU le décret du Président de la République du 25 novembre 2010 nommant Monsieur Christian Galliard de Lavernée, préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle ;  
VU les désignations effectuées par les Conseils régionaux et les Conseils généraux concernés par le massif vosgien ;  
VU les désignations effectuées pour les représentants des communes et groupements de communes ;  
VU les propositions effectuées par les établissements publics consulaires, les organisations socio-professionnelles et les associations ci-après énumérées ;  
VU l'accord exprimé par les personnalités qualifiées ;  
SUR proposition de Madame le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La composition du comité de massif est modifiée ; le comité de massif pour le Massif vosgien est ainsi composé :

I – D'un collège de 25 représentants d'élus locaux

1/ En qualité de représentants des régions désignés par chaque Conseil régional parmi ses membres, à raison de trois pour les Conseils régionaux d'Alsace et de Lorraine et de deux pour le Conseil régional de Franche-Comté (8 au total) :

- Alsace :

- \* Madame Marie-Reine FISCHER
- \* Madame Jean-Paul OMEYER
- \* Monsieur Jean-Marc RIEBEL

- Lorraine :

- \* Monsieur Michaël WEBER
- \* Monsieur Stessy SPEISSMANN
- \* Madame Christine L'HEUREUX

- Franche-Comté :

- \* Monsieur Alain LETAILLEUR
- \* Madame Michèle DURAND-MIGEON

2/ En qualité de représentants des départements désignés par chaque Conseil général parmi ses membres, à raison d'un par Conseil général concerné par le massif vosgien (7 au total) :

- Haute-Saône : Monsieur Laurent SEGUIN, Conseiller général du canton de Faucogney
- Territoire de Belfort : Monsieur Guy MICLO, Conseiller général du canton de Giromagny
- Meurthe-et-Moselle : Monsieur Maurice VILLAUME, Conseiller général du canton de Bayon
- Moselle : Monsieur David SUCK, Conseiller général du canton de Volmunster
- Vosges : Monsieur Dominique PEDUZZI, Conseiller général du canton de Le Thillot – Suppléant : Monsieur Gilbert POIROT, Conseiller général du canton de Gérardmer
- Bas-Rhin : Madame Alice MOREL, Conseillère générale du canton de Saales
- Haut-Rhin : Monsieur Pierre GSELL, Conseiller général du canton de Munster – Suppléant : Monsieur Jean-Jacques WEBER, Conseiller général du canton de Saint-Amarin

3/ En qualité de représentants des communes et groupements de communes, à raison de 10 au total :

- Monsieur Joseph WEBER, maire de Dabo (57)
- Madame Chantal BERGDOLL, maire de Auxelles-Haut (90)
- Madame Francine HABERT, adjointe de Saint-Dié-des-Vosges (88)
- Monsieur Pierre GRANDADAM, maire de Plaine (67)
- Monsieur Jean-Marie MULLER, maire de Lapoutroie (68)
- Monsieur Claude PETITJEAN, maire de Fougerolles (70)
- Monsieur Bernard RICHARD, maire de Sapois (88)
- Monsieur Jean-Pierre BAUEMLER, Président de la communauté de communes du pays de Thann
- Monsieur Michel HUMBERT, communauté de communes de La Plaine
- Monsieur Guy VAXELAIRE, Président de la communauté de communes de la Haute-Moselotte

II – D'un collège de 12 représentants des activités économiques

1/ En qualité de représentants des chambres consulaires (3 au total) :

- Chambres d'Agriculture : Monsieur Daniel GREMILLET, Président de la Chambre d'Agriculture des Vosges
- Chambres de Commerce et d'Industrie : Monsieur Sylvain JACOBEE, Directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale des Vosges
- Chambres de Métiers : Monsieur Pascal KNEUSS, Président de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de Lorraine

2/ En qualité de représentants des organisations professionnelles (3 au total)

- Secteur de la sylviculture et de l'agriculture : Monsieur Jérôme MATHIEU, FRSEA Grand Est
- Secteur de l'industrie : Monsieur Yves CROUVEZIER, Syndicat Textile de l'Est
- Secteur du sport ou du tourisme : Monsieur Grégory BONNE, Président du Syndicat National des Accompagnateurs en Montagne – section Massif des Vosges

3/ En qualité de représentants des organisations territoriales du tourisme (3 au total) :

- Alsace : Monsieur Jean KLINKERT, Directeur de l'ADT 68
- Lorraine : Madame Rachel THOMAS, Présidente du CRT Lorraine – Suppléant : Monsieur Peter BOENDERMAKER, directeur-adjoint du CRT Lorraine
- Franche-Comté : Monsieur Eric HOULLEY, Président du CRT Franche-Comté – Suppléant : Monsieur Guy MICLO, Président de la Maison du Tourisme du Territoire de Belfort

4/ En qualité de représentants des organisations syndicales de salariés (3 au total) :

- Monsieur Michel VILLAUME, CFDT Lorraine
- Madame Christiane HEINTZ, FO Lorraine
- Monsieur Christian BISTON, CGT Lorraine

III – D'un collège de 12 représentants d'associations, d'organismes gestionnaires de parcs naturels et de personnalités qualifiées dans le domaine de la montagne

1/ En qualité de représentants d'associations de tourisme et de sports de nature (3 total) :

- Monsieur Serge SIFFERLEN, Président de l'Association des Fermes Auberges du Haut-Rhin
- Monsieur Jean-Marc VILLEMEN, Fédération Française de Ski, Comité régional du Massif des Vosges
- Monsieur Claude SAINT-DIZIER, Président du Comité Régional de Randonnée de Lorraine

2/ En qualité de représentants d'associations agréées de protection de la nature et des fédérations de chasse et de pêche (3 au total) :

- Monsieur Jean-François FLECK, MIRABEL-LNE
- Monsieur Yvan BOVE, Fédération des Chasseurs du Massif des Vosges
- Monsieur Michel BALAY, Président de la Fédération de Pêche des Vosges

3/ En qualité de représentants des organismes gestionnaires de parcs naturels (2 au total) :

- Monsieur Hubert WALTER, Vice-Président du SYCOPARC (Parc Naturel Régional des Vosges du Nord)
- Monsieur Philippe GIRARDIN, Président du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges – Suppléant : Monsieur Bernard MAETZ, maire de La Grande Fosse

4/ En qualité de personnes qualifiées (4 au total) :

- Personnalité désignée pour sa connaissance de la montagne ou du massif : Monsieur Michel DESHAIES, professeur à l'Université de Nancy 2
- Personnalité désignée pour son rôle dans le développement local : Monsieur Gérard CHERPION, député des Vosges

Autres personnalités qualifiées :

- Monsieur Jean-Marie REMY
- Monsieur Evrard de TURCKHEIM, expert forestier

**Article 2 :** Le comité de massif pour le Massif vosgien est coprésidé par le Préfet de la Région Lorraine, coordonnateur du Massif vosgien, et par le(la) Président(e) de la commission permanente du comité de massif.

**Article 3 :** Le secrétariat du comité de massif pour le Massif vosgien est assuré par le Commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif vosgien.

**Article 4 :** Les arrêtés préfectoraux n°2004-373 du 4 octobre 2004 et n°2007-354 du 4 octobre 2007 sont abrogés.

**Article 5 :** Madame le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Vosges sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres du comité de massif et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine ainsi qu'à celui des préfectures de chacun des départements concernés par ce comité.

Metz, le 23 juin 2011

Le Préfet de la région Lorraine,  
Préfet coordonnateur du massif vosgien,  
Christian GALLIARD DE LAVERNEE

## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

### Arrêté du 28 juillet 2011 portant dissolution de l'Association Foncière de AVRIL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

VU le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

VU la circulaire n° INT B 0700081 C du 11 juillet 2007 du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales relative aux associations syndicales de propriétaires ;

VU l'arrêté préfectoral portant constitution de l'association foncière d'AVRIL du 19 avril 1973 ;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.43 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;

VU la délibération du bureau de l'association foncière d'AVRIL du 28 mars 2011 demandant la dissolution de l'association ;

VU la délibération du bureau de l'association foncière d'AVRIL du 28 mars 2011 se prononçant sur la répartition de son patrimoine foncier et financier au profit de la commune de AVRIL ;

VU la délibération du conseil municipal d'AVRIL du 21 juillet 2011 acceptant le patrimoine foncier et financier de l'association foncière d'AVRIL ;

VU la répartition de l'actif et du passif exécuté par M. le trésorier de BRIEY, receveur de l'Association Syndicale ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des formalités préalables à la dissolution de l'association foncière d'AVRIL ont été accomplies ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'association foncière d'AVRIL est dissoute.

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Président de l'association foncière de AVRIL qui est chargé de la notification aux membres de l'association et de la publication de cet arrêté sur le territoire de l'association.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le Maire de AVRIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Briey, le 28 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET

*Bureau du cabinet*

### Arrêté du 19 mai 2011 portant attribution de la médaille de la famille : promotion « fête des mères 2011 »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le code de l'action sociale et des familles dans ses articles D215-7 à D215-13, et notamment l'article D 215-10 modifié

#### ARRETE

**Article 1er :** la médaille de la famille est décernée aux mères de famille dont les noms suivent, afin de rendre hommage à leurs mérites et leur témoigner la reconnaissance de la Nation.

AVRAINVILLE

Médaille de bronze

- Mme Lydie MARC
- Mme Marie-José CHOUAIEB
- Mme Anne-Marie JACQUET

BACCARAT

Médaille de bronze

- Mme Nathalie GABOYER
- Mme Béatrice HAB
- Mme Isabelle MARCELLOT-BENSABBAH

Médaille d'argent

- Mme Raymonde DUHAUT

BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Médaille de bronze

- Mme Marinelle LARDIN

BRIEY

Médaille d'argent

- Mme ouahiba HASSAK

CERVILLE

Médaille de bronze

- Mme Sophie ANGLADE
- Mme Arlette DISTRIBUE

CIREY-SUR-VEZOUZE

Médaille de bronze

- Mme Yolande MULLER
- Mme Josiane WERNERT
- Mme Marie-Claire BRELINSRY

CONFLANS-EN-JARNISY

Médaille d'argent

- Mme Simone DRIQUERT

DIEULOUARD

Médaille de bronze

- Mme Fatima OUBILLA
- Mme Geneviève LAGHLALI

EPIEZ-SUR-CHIERS

Médaille de bronze

- Mme Sylvie FOSSE

ESSEY-LES-NANCY

Médaille de bronze

- Mme Yvette DJAGBO
- Mme Arlette BEAUCHET
- Mme Andrée DIDELOT

FLEVILLE-DEVANT-NANCY

Médaille de bronze

- Mme Nicole DEMENGE
- Mme Annita DEMENGE
- Mme Jeannine BOULANGER

FRIAUVILLE

Médaille de bronze

- Mme Jacqueline LEFEVRE

HAMMEVILLE

Médaille de bronze

- Mme Colette BLOSSE

HEILLECOURT

Médaille d'or

- Mme Bernadette ROMANN

JARNY

Médaille de bronze

- Mme Geneviève MOUROT
- Mme Claire SIGHELE
- Mme Jeannine BENUZZI

Médaille d'argent

- Mme Renée SCHOLER
- Mme Armande SAADI
- Mme Raymonde SEBBEN

JOEUF

Médaille de bronze

- Mme Liliane WOJTYSIAK
- Mme Marie-Christine PROC

Médaille d'or

- Mme Rosa AMATO

LABRY

Médaille de bronze

- Mme Sonia LOSSON
- Mme Brigitte DI LEO

Médaille d'argent

- Mme Marie-Agnès AUDINOT

LAY-SAINT-CHRISTOPHE

Médaille de bronze

- Mme Sylvie ANXIONNAT

LIVERDUN

Médaille de bronze

- Mme Béatrice RIEGEL-BRIDOU

- Mme Valérie ARNOULD

LONGUYON

Médaille d'argent

- Mme Marie-Agnès SAINT VANNES

Médaille d'or

- Mme Virginie NACHI

LONGWY

Médaille de bronze

- Mme Jacqueline COLSON

Médaille d'or

- Mme Marie-Thérèse APOLLONI

LUNEVILLE

Médaille de bronze

- Mme Françoise BAZAN

- Mme Catherine DUBOIS

- Mme Andrée PAUPORTÉ

MAXEVILLE

Médaille d'or

- Mme Yvette HUGOT

MILLERY

Médaille d'or

- Mme Olga LEROY

MOINEVILLE

Médaille d'argent

- Mme Anne METTER

NANCY

Médaille de bronze

- Mme Emmanuelle BOURGOIN

- Mme Carine KRAUSS

- Mme Agnès SEROT

- Mme Florence LE RUDULIER

- Mme Agnès AUBRY

- Mme Sandrine DOMPS

Médaille d'argent

- Mme Marie-Mathilde DE NONANCOURT

- Mme Bernadette MARTIN

- Mme Marlène ABIENSO

Médaille d'or

- Mme Claire DE PONNAT

PIENNES

Médaille d'or

- Mme Rosina GEORGES

PONT-SAINT-VINCENT

Médaille d'argent

- Mme Brigitte KLES

RICHARDMENIL

Médaille de bronze

- Mme Fatma BOUFAS

Médaille d'argent

- Mme Marcelle DENIS

- Mme Jeannine DETHIERE

- Mme Monique LOGNON

SAINT-MAX

Médaille de bronze

- Mme Suzanne SCHNEIDER

- Mme Jacqueline SKIBOWSKI

SEICHAMPS

Médaille de bronze

- Mme Yvonne ROMA

TOMBLAINE

Médaille de bronze

- Mme Christine LAURENT

- Mme Marie-Andrée REIS

- Mme Dominique AUDIBERT

- Mme Valérie CORRAZA

TUCQUEGNIEUX

Médaille de bronze

- Mme Valérie MAISAK

VALLEROY

Médaille de bronze

- Mme Claudine BLETTNER

- Mme Claudine PALOMBO

- Mme Carole FELICI

- Mme Charlotte CUZZI

VANDOEUVRE

Médaille d'or

- Mme Marie-Noëlle ROBERT  
VILLE-EN-VERMOIS

Médaille de bronze

- Mme Christelle GRISIUS

- Mme Elisabeth AYRAL

VILLERS-LES-NANCY

Médaille de bronze

- Mme Véronique DUPUITS

- Mme Nathalie CAISSIAL

- Mme Fatima BERREHAIL

- Mme Colette VALDENNAIRE

**Article 2 :** M. le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 mai 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

## DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

### Bureau de la citoyenneté

#### Arrêté du 12 juillet 2011 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code Général des Collectivités Territoriales et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise de pompes funèbres « PF Lescanne D » sise 4, rue Ambroise Croizat à PIENNES (54490) » sous le numéro 2010-54-174 ;

VU la demande formulée par M. Daniel LESCANNE, gérant de la SARL « PF Lescanne D » susvisée, à l'effet d'obtenir le renouvellement de l'habilitation ;

CONSIDERANT que le dossier présenté est complet et que les conditions de renouvellement sont remplies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er :** L'entreprise de pompes funèbres « PF Lescanne D » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant mise en bière ;
- le transport de corps après mise en bière ;
- l'organisation des obsèques ;
- les soins de conservation (sous-traitance) ;
- la fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

**Article 2 :** Le numéro d'habilitation est 2010-54-173.

**Article 3 :** La durée de la présente habilitation est de six ans.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Daniel LESCANNE et dont une copie sera adressée à :

- la sous-préfète de BRIEY ;
- au maire de PIENNES ;
- au directeur de l'agence régionale de santé.

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 juillet 2011

Pour le Préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.

### Bureau des réglementations

#### Arrêté n° 180 modifié le 1er août 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « BACKSTAGE PROTECTION »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;



VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;  
VU l'arrêté n° 180 du 19 juin 2007 portant autorisation d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « BACKSTAGE PROTECTION » à NANCY (54000), 13 Grande Rue ;  
VU la demande de modification du 31 mai 2011, reçue en préfecture le 1er juin 2011, par laquelle le représentant légal de la société « BACKSTAGE PROTECTION » informe du changement de siège et de gérant de la société ;

#### ARRETE

**Article 1er** : L'arrêté n° 180 du 19 juin 2007 portant autorisation d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « BACKSTAGE PROTECTION » est modifié comme suit :

« **Article 1er** : L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance, la sécurité et la télésurveillance, dont le siège est situé depuis le 1er février 2008 à NANCY (54000), 5 rue Gilbert et dont le gérant est M. Patrick Henri PRACHT, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** : Le directeur de cabinet du préfet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Patrick Henri PRACHT, dirigeant de la société « BACKSTAGE PROTECTION ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement départemental de gendarmerie,
- au maire de NANCY,
- au président du tribunal de commerce de NANCY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1er août 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet Directeur de Cabinet,  
Frédéric BERNARDO

#### Délais et voies de recours

*Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :*

*Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :*

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

*NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Soit un recours contentieux, dans ce même délai :*

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

*NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.*

#### Arrêté n° 232 du 29 juin 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « PROSECURITE »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011 – DLP / BRE – 191 du 21 avril 2011 du préfet de la Région Lorraine portant agrément du dirigeant d'une société de surveillance et de gardiennage et autorisation de fonctionnement de la société PROSECURITE sise 460 rue de la Halte à AUDUN-LE-TICHE (57390) ;

VU la demande présentée par M. Dimitri CORVISIER, dirigeant de la société « PROSECURITE », sise Zone industrielle Avenue Jean Monnet à VILLERS-LA-MONTAGNE (54920), entreprise de surveillance et de gardiennage, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

#### ARRETE

**Article 1er** : La société « PROSECURITE » susvisée, ayant pour activité la surveillance et le gardiennage, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Dimitri CORVISIER, dirigeant de la société « PROSECURITE ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au colonel, commandant la gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- au maire de VILLERS-LA-MONTAGNE,
- au président du tribunal de commerce de BRIEY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 juin 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Directrice des Libertés Publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Voies et délais de recours

*- recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*

*- recours hiérarchique adressé à M. le ministre de l'intérieur et de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous-direction des libertés publiques et de la police administrative – 11, rue des Saussaies 75808 Paris.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*- recours contentieux adressé au tribunal administratif de Nancy.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date de rejet du recours gracieux ou hiérarchique).*

**Arrêté n° 233 du 1er août 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « SPEED INTERVENTION SECURITE PRIVEE »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU la demande présentée par M. Ali KASMI, dirigeant de la société « SPEED INTERVENTION SECURITE PRIVEE », située 4 rue Robert Schumann à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500), entreprise de surveillance et de gardiennage, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La société « SPEED INTERVENTION SECURITE PRIVEE » susvisée, ayant pour activité la surveillance et le gardiennage, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** Le directeur de cabinet du préfet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Ali KASMI, dirigeant de la société « SPEED INTERVENTION SECURITE PRIVEE ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle,
- au maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY,
- au président du tribunal de commerce de NANCY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1er août 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet Directeur de Cabinet,  
Frédéric BERNARDO

**Délais et voies de recours**

*Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :*

*Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :*

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érnac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

*NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Soit un recours contentieux, dans ce même délai :*

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

*NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.*

---

**Bureau des étrangers****Arrêté du 28 juillet 2011 portant renouvellement de l'agrément de l'association « Cimade 54 » pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment l'article R. 741-2-4 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2008, portant renouvellement pour une période de trois ans à compter du 23 juin 2008 de l'agrément accordé par arrêté préfectoral du 23 juin 2005 à l'association « Cimade 54 » sise à Nancy - 1249, avenue Raymond Pinchard - pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'article 3 de l'arrêté du 23 juin 2005 concernant le renouvellement de l'agrément ;

VU la demande présentée le 2 mai 2011 par l'association « Cimade 54 » en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis favorable de la direction départementale de la cohésion sociale en date du 8 juillet 2011 ;

CONSIDÉRANT que l'association « Cimade 54 », qui a pour objet d'apporter une assistance bénévole aux familles étrangères et aux immigrés dans le département de Meurthe-et-Moselle, a été régulièrement déclarée le 13 avril 1999 à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT que cette association dispose des moyens nécessaires pour assurer la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile et qu'elle est affiliée à une structure nationale connue pour son action en faveur des étrangers ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile dans le département de Meurthe-et-Moselle, accordé, par arrêté préfectoral du 23 juin 2005 à l'association « Cimade 54 » sise à Nancy – 1249, avenue Raymond Pinchard est renouvelé pour une nouvelle période de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

**Article 2 :** Cet agrément n'est valable qu'au regard des dispositions de l'article R.741-2 livre VII – titre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et ne saurait se substituer aux autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur nécessaires au fonctionnement de l'association.

**Article 3 :** Les adresses utilisées pour la domiciliation postale sont :

- Buisson ardent – 129 avenue Raymond Pinchard à Nancy
- Centre Jean Monnet à Longlaville

**Article 4 :** Les autres clauses de l'arrêté du 23 juin 2005 non concernées par les présentes dispositions demeurent.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés pour ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association « Cimade 54 », et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François MALHANCHE

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

*Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales***Arrêté du 19 juillet 2011 portant règlement du budget primitif 2011 du syndicat scolaire public intercommunal de VEZELISE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L.1612-2, L.1612-4, L.1612-6, L.1612-7, L.1612-19, L.1612-20, L.2311-6 et D.2311-14 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 97 et 97 bis ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action

des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes de Lorraine, effectuée le 1er juin 2011, en vue du règlement du budget primitif 2011 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézélise (S.S.P.I.V.), en raison de la non-adoption de ce document au cours de la réunion du comité syndical du 10 mai 2011 ;

VU l'avis rendu par la chambre régionale des comptes de Lorraine le 23 juin 2011, et reçu en préfecture le 6 juillet 2011, proposant de régler le budget primitif du S.S.P.I.V. ;

CONSIDÉRANT la conformité du compte administratif 2010 du syndicat avec le compte de gestion établi par le comptable pour ce même exercice ;

CONSIDÉRANT que le budget primitif du S.S.P.I.V. ne comporte pas de section d'investissement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le budget primitif 2011 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézélise est arrêté en dépenses et en recettes à la somme de 32 028 € (Trente deux mille vingt huit euros).

**Article 2 :** Les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement sont ventilées entre les chapitres et articles comme suit :

DEPENSES			RECETTES		
Chap.	Libellé	Propositions	Chap.	Libellé	Propositions
011	Charges à caractère général	1 192,00 €	R 002	Excédent de fonctionnement reporté	29 596 €
012	Charges de personnel	529,00 €	74	Dotations, subventions et participations	2 432 €
65	Autres charges de gestion courante	29 807 €			
dont 6555	Contribution au C.N.F.P.T. (personnel privé d'emploi)	27 612 €			
022	Dépenses imprévues	500 €			
TOTAL		32 028 €	TOTAL		32 028,00 €

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète chargée de mission, la présidente du syndicat scolaire public intercommunal de Vézélise et le trésorier d'Haroué-Vézélise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

**Arrêté du 21 juillet 2011 portant règlement du budget primitif principal et du budget annexe « maîtrise des déchets » 2011 de la communauté de communes du Saintois**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 1612-2 et L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995, relatif aux chambres régionales des comptes ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes de Lorraine, effectuée le 24 mai 2011, en vue du règlement des budgets primitifs 2011 du budget principal et du service « maîtrise des déchets » et des comptes administratifs 2010 du budget principal et du service « maîtrise des déchets » de la communauté de communes du Saintois, suite à la non adoption du budget primitif 2011 et du compte administratif 2010 du budget général par le conseil communautaire dans sa séance du 26 avril 2011 et à la non présentation par le président du compte administratif 2010 et du projet de budget primitif 2011 du budget annexe « maîtrise des déchets » ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes de Lorraine du 23 juin 2011, reçu en préfecture le 6 juillet 2011, proposant de régler les budgets de la communauté de communes du Saintois ;

CONSIDÉRANT, qu'après reprise du résultat antérieur, la section de fonctionnement du budget primitif principal présente un suréquilibre à hauteur de 190 572 €, ce qui n'est pas contraire aux dispositions des articles L 1612-5 et 7 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT que ce suréquilibre s'explique en partie par le gel des projets du fait des difficultés de fonctionnement de la communauté de communes du Saintois et que dans le cadre de la réflexion en cours sur un projet de périmètre du « grand Saintois », il ne paraît pas opportun de baisser les recettes de la structure issues du produit de la fiscalité directe locale à hauteur de ce montant ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes en ce qui concerne le budget primitif principal ;

CONSIDÉRANT, en ce qui concerne le budget primitif « maîtrise des déchets », qu'il y a pas lieu de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

### ARRETE

**Article 1er :** Le budget primitif 2011 du budget principal de la communauté de communes du Saintois est arrêté :

- pour la section de fonctionnement, à la somme de 1 088 747 € en dépenses et 1 279 319 € en recettes ;

- pour la section d'investissement, à la somme de 227 707 € en dépenses et 311 407 € en recettes.

Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

#### BUDGET PRINCIPAL 2011

##### SECTION DE FONCTIONNEMENT : (en €)

DEPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	225590	73 Impôts et taxes	537626
012 Charges de personnel et frais assimilés	122450	74 Dotations et participations	570439
014 Atténuation de produits	125917	042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	18505
65 Autres charges de gestion courante	417250		
67 Charges exceptionnelles	12000		
022 Dépenses imprévues	67740		
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	117800		
Sous-total dépenses de l'exercice	1088747	Sous-total recettes de l'exercice	1126570
		R002 Résultat de fonctionnement reporté	152749
Total dépenses de fonctionnement	1088747	Total recettes de fonctionnement	1279319

##### SECTION D'INVESTISSEMENT : (en €)

DEPENSES				RECETTES	
	Restes à réaliser	Montant	Total		
20 Immobilisations incorporelles		3890	3890	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	117800
204 Subventions d'équipement versées	151400	-	151400		
21 Immobilisations corporelles	28912	11000	39912		
020 Dépenses imprévues		14000	14000		
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections		18505	18505		
				R001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	193607
Total dépenses d'investissement	180312	47 395	227707	Total recettes d'investissement	311407

**Article 2 :** Le produit attendu de la fiscalité locale à inscrire au chapitre 73 «impôts et taxes» peut être arrêté à la somme de 506 096 € au titre des impôts locaux correspondant au produit fiscal à taux constants, à savoir 4,44 % pour la taxe d'habitation, 2,69 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, 5,85 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties et 3,84 % pour le taux de CFE.

**Article 3 :** Le budget primitif 2011 annexe «maîtrise des déchets» de la communauté de communes du Saintois est arrêté :

- pour la section d'exploitation, à la somme de 1 348 431 € en dépenses et en recettes ;

- pour la section d'investissement, à la somme de 22 637 € en dépenses et en recettes.

Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

#### BUDGET 2011 «MAÎTRISE DES DÉCHETS»

##### SECTION D'EXPLOITATION : (en €)

DEPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	1027170	70 Produits des services du domaine et ventes directes	1346805
012 Charges de personnel et frais assimilés	3000	77 Produits exceptionnels	34
65 Autres charges de gestion courante	4000	042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	1592
66 Charges financières	7140		
67 Charges exceptionnelles	4000		
023 Virement à la section d'investissement	8757		
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	13880		
Sous-total dépenses de l'exercice	1067947	Sous-total recettes de l'exercice	1348431
D002 Déficit reporté	280484		
Total dépenses d'exploitation	1348431	Total recettes d'exploitation	1348431

## SECTION D'INVESTISSEMENT : (en €)

DEPENSES		RECETTES	
16 Emprunts et dettes assimilées	16556	021 Virement de la section d'exploitation	8757
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	1592	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	13880
Sous-total dépenses de l'exercice	18148	Sous-total recettes de l'exercice	22637
D001 Solde d'exécution reporté	4489		
Total dépenses d'investissement	22637	Total recettes d'investissement	22637

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté de communes du Saintois et le trésorier d'Haroué-Vézelize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté du 21 juillet 2011 portant règlement du budget primitif 2011 de la commune de REMEREVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995, relatif aux chambres régionales des comptes ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes de Lorraine, effectuée le 24 mai 2011, en vue du règlement du budget primitif 2011 de la commune de REMEREVILLE, suite à la non-adoption de ce document par le conseil municipal dans sa séance du 20 avril 2011 ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes de Lorraine du 23 juin 2011, reçu en préfecture le 6 juillet 2011, proposant de régler le budget primitif de la commune de REMEREVILLE ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas lieu de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1er** : Le budget primitif 2011 de la commune de REMEREVILLE est arrêté à la somme de 234 169 € en dépenses et 370 407 € en recettes.

**Article 2** : Les dépenses de la section de fonctionnement sont fixées à 215 086 € et les recettes de la section de fonctionnement à 351 324 €. Les dépenses et les recettes de la section d'investissement sont fixées à 19 083 €. Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

## BUDGET PRIMITIF 2011

## SECTION DE FONCTIONNEMENT : (en €)

DEPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	61 860	70 Produits des services du domaine et ventes directes	15100
012 Charges de personnel et frais assimilés	39500	73 Impôts et taxes	103048
014 Atténuation de produits	0	74 Dotations et participations	77938
65 Autres charges de gestion courante	94513	75 Autres produits de gestion courante	19000
66 Charges financières	3200		
67 Charges exceptionnelles	4060		
022 Dépenses imprévues	1 119		
023 Virement à la section d'investissement	3329		
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	7505		
Sous-total dépenses de l'exercice	215086	Sous-total recettes de l'exercice	215086
		R002 Résultat de fonctionnement reporté	136238
Total dépenses de fonctionnement	215086	Total recettes de fonctionnement	351324

## SECTION D'INVESTISSEMENT : (en €)

DEPENSES		RECETTES	
16 Emprunts et dettes assimilées	11 977	13 Subventions d'investissement	0
20 Immobilisations incorporelles	4106	10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1000
21 Immobilisations corporelles	3 000	1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0
		021 Virement de la section de fonctionnement	3329
		040 Opération d'ordre de transfert entre sections	7505
Sous-total dépenses de l'exercice	19083	Sous-total recettes de l'exercice	11834
		R001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	7249
Total dépenses d'investissement	19 083	Total recettes d'investissement	19083

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de REMEREVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

### Bureau des procédures environnementales

#### Arrêté n° 54-2011-00055 du 6 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la Communauté Urbaine du Grand Nancy soumis au régime de l'autorisation

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6, R. 211-25 à R. 211-47 et R. 214-1 à R. 214-56 ;  
VU l'arrêté inter ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;  
VU la circulaire DE/SDGPE/BLP n°9 du 18 avril 2005 relative à l'épandage agricole des boues de stations d'épuration urbaines ;  
recommandations relatives aux contrôles du respect de la réglementation pour les services de police de l'eau et à l'information du public ;  
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;  
VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2007 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la Communauté Urbaine du Grand Nancy soumis au régime de l'autorisation ;  
VU le dossier de demande de modification de l'autorisation déposé au titre de l'article R. 214-18 du code de l'environnement reçu le 28 mars 2011, présenté par la Communauté Urbaine du Grand Nancy représenté par son Président, enregistré sous le n° 54-2011-00055 et relatif à la mise à jour du plan d'épandage ;  
VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 20 mai 2011 ;  
VU l'avis du CODERST en date du 9 juin 2011 ;  
CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** modifications du plan d'épandage.

L'annexe de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2007 susvisé, relative aux parcelles d'épandage de boues de la station d'épuration de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, et aux points de prélèvement pour les analyse de sol, est mise à jour compte tenu des modifications suivantes :

1) Modifications liées a des retraits, ajouts, et agrandissement de parcelles :

Les parcelles Ba 01, Ba 02, Ba 08, Ba 09, Ba 10 sur la commune de Leyr, He 07 et He 17 sur la commune de Gélacourt, He 38 sur la commune de Brouville K 01, K 02, K 03, K 04, K 05, K 07, K 08, K 09, K 10, K 11, K 13 sur la commune de Arracourt sont retirées.

La parcelle He 13a sur la commune de Gélacourt devient la parcelle He 13a1.

Les parcelles Be 20 sur la commune de Laneuveville-devant-Bayon, Be 30 sur la commune de Vaudeville, He 01 et He 13a2 sur la commune de Gélacourt, R 14 sur la commune de Reméréville sont ajoutées.

La parcelle Me 05 sur la commune de Bathelémont est agrandie de 3,80 ha.

2) Modifications du parcellaire dans le cadre de remembrements :

Parcelle	Commune	Type de modification	Variation de surface en ha
Do 11	Bouxières-aux-Chênes	Retrait partiel	- 4,94
Do 12	Bouxières-aux-Chênes	Retrait partiel	- 6,84
Do 13	Bouxières-aux-Chênes	Retrait total	- 4,05
Do 31	Bouxières-aux-Chênes	Retrait partiel	- 0,63
Do 62	Bouxières-aux-Chênes	Retrait total	- 5,28
Do 63	Bouxières-aux-Chênes	Retrait total	- 6,89
He 10	Brouville	Retrait total	- 2,27
He 11a	Brouville	Retrait total	- 0,92
He 11b	Brouville	Retrait total	- 0,44
He 13a1	Gélacourt	Retrait partiel	- 0,15
He 13b	Gélacourt	Retrait partiel	- 0,06
He 15	Gélacourt	Retrait total	- 0,67
He 19	Gélacourt	Retrait total	- 1,65
He 19b	Gélacourt	Retrait total	- 2,77
He 39	Brouville	Retrait total	- 0,39
He 45	Brouville	Retrait total	- 0,30
Mu 01	Bouxières-aux-Chênes	Retrait partiel	- 2,36
Mu 05a	Bouxières-aux-Chênes	Retrait partiel	- 1,58
Mu 05b	Leyr	Retrait partiel	- 1,25
Mu 12	Bouxières-aux-Chênes	Retrait partiel	- 0,68
Mu 15	Bouxières-aux-Chênes	Retrait total	- 6,63
Mu 20	Bouxières-aux-Chênes	Retrait total	- 12,50
Mu 27	Bouxières-aux-Chênes	Retrait partiel	- 2,41
Do 14	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	2,89
Do 19	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement et fusion avec Do 17 et Do 18	15,89
Do 31	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	0,89
He 01	Gélacourt	Agrandissement	2,62
He 13	Gélacourt	Agrandissement et fusion de He 13a1, He 13a2, He 13b	5,49

He 16	Gélacourt	Agrandissement	12,00
Mu 02	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement et fusion avec le reste de Mu 01	8,64
Mu 04	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	1,58
Mu 05a	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	2,65
Mu 07	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	1,35
Mu 14	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	0,46
Mu 27	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	0,57
He 16	Gélacourt	Agrandissement	12,00
Mu 02	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement et fusion avec le reste de Mu 01	8,64
Mu 04	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	1,58
Mu 05a	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	2,65
Mu 07	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	1,35
Mu 14	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	0,46
Mu 27	Bouxières-aux-Chênes	Agrandissement	0,57

3) Modifications concernant les points prélèvement pour les analyses de sols :

Les trois points de référence situés sur les parcelles Do 63, He 19b et Mu 20 sont supprimés.

Trois points de référence sont ajoutés. Ils sont situés sur les parcelles Mu 02, Mu 5b et Mu 6.

Les parcelles d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et les points de prélèvement pour les analyses de sols après mise à jour sont annexés au présent arrêté.

**Article 2** : exécution et publication de l'arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- les maires des communes de Arracourt, Bathélemont, Bouxières-aux-Chênes, Brouville, Gélacourt, Laneuveville-devant-Bayon, Leyr, Reméréville, Vaudeville,
- le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- la délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS,
- le chef du service de la navigation du nord est,
- le chef de service de Meurthe-et-Moselle de l'ONEMA.

et pour information à :

- la mission de recyclage agricole des déchets de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies susvisées.  
Nancy, le 6 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### *Bureau des procédures environnementales / Service environnement, eau, biodiversité*

**Arrêté n° 54-2010-00096 du 20 juillet 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 1211-7 du code de l'environnement concernant le programme de restauration, renaturation et entretien pérenne de la Meurthe de SAINT-CLEMENT à LUNEVILLE sur les communes de LUNEVILLE, HERIMENIL, MONCEL-LES-LUNEVILLE, FRAIMBOIS, LARONXE, et SAINT-CLEMENT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation, complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 22/07/2010, présenté par la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS représentée par Monsieur le président Laurent de GOUVION SAINT-CYR, enregistré sous le n° 54-2010-00096 et relatif au PROGRAMME DE RESTAURATION, RENATURATION ET ENTRETIEN PERENNE DE DE LA MEURTHE DE SAINT-CLEMENT A LUNEVILLE ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 17/03/2011 au 07/04/2011 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 27 avril 2011 ;

VU l'avis de l'ONEMA ;

VU l'avis du Service de la Navigation du Nord-Est ;

VU l'absence d'avis des communes de FRAIMBOIS, LARONXE, LUNEVILLE, et SAINT-CLEMENT ;

VU l'avis favorable en date du 20 avril 2011 de la commune de MONCEL-LES-LUNEVILLE ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 15 juin 2011 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de sa séance du 13 juillet 2011 ;

CONSIDERANT :

- Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
- Que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente seulement dans le cadre d'une Déclaration d'intérêt général ;
- Que le pétitionnaire a émis un avis favorable dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

### A R R E T E

#### Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

**Article 1er** : objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS représentée par son président, monsieur Laurent de GOUVION SAINT-CYR, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à l'opération suivante : LE PROGRAMME DE RESTAURATION, RENATURATION ET ENTRETIEN PERENNE DE DE LA MEURTHE DE SAINT-CLEMENT A LUNEVILLE sont déclarés d'intérêt général.

Le projet concerne la rivière Meurthe de Saint-Clément à Lunéville.

Le pétitionnaire, la communauté de communes du Lunévillois, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : la restauration, la renaturation et l'entretien pérenne de la Meurthe de Saint-Clément à Lunéville sur les communes de Lunéville, Moncel-lès-Lunéville, Laronxe, Saint-Clément et Fraimbois.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Déclaration

#### Article 2 :Caractéristiques des ouvrages

Le plan de gestion comprend un programme de restauration et un programme d'entretien.

Le programme de restauration se déroulera en 2011 et 2012. Il comprend :

- le traitement de la végétation des berges et du lit et la gestion sélective des embâcles sur la Meurthe,
- la création d'une ripisylve diversifiée le long du cours d'eau par plantations d'arbres et d'arbustes,
- la plantation de haies dans le lit majeur et sur la berge de la Meurthe, aux lieux-dits « Sous Menil », « les Grandes Saussaies », « Saulcy Marcaire » et « les Terreaux », face aux agglomérations de Moncel et de Lunéville, pour maintenir les sols sans blocage de la dynamique du cours d'eau,
- la création d'ouvrages de protection de berges sur les secteurs érodés à enjeux, par technique mixte (protection en enrochement en pied de berge + boudins végétalisés en remblai) :
  - \* secteur érodé au lieu-dit « Gué de la Croix », en rive droite, commune de Laronxe,
  - \* secteur aval du vannage de la centrale Hydroélectrique, sur le bras droit des Grands Moulins, commune de Lunéville,
- par technique mixte (protection en enrochement libre en pied de berge + boudins végétalisés en remblai ou protection par risberme basse à hélophytes en pied de berge + boudins végétalisés) :
  - \* secteur érodé au lieu-dit « La Haie Jolie » communes de Fraimbois et Moncel-lès Lunéville,
- l'intervention sur un seuil visant à améliorer la continuité écologique,
- \* enlèvement des vestiges d'un clapet de façon à effacer l'ouvrage hydrauliquement et améliorer la continuité écologique tout en conservant un seuil de fond pour ne pas générer d'érosion régressive.
- l'amélioration de 2 accès à l'eau pour kayakistes par talutage de la berge au droit de ces accès et création d'épis en enrochement pour en faciliter l'embarquement :
  - \* accès à l'eau commune de Fraimbois, en rive gauche au droit du déversoir en amont du pont de Fraimbois,
  - \* accès à l'eau commune de Lunéville en rive droite en aval de la confluence avec la Vezouze.

Ces travaux sont repérés sur la carte annexée au présent arrêté.

Le programme de restauration sera suivi d'un programme de gestion, visant à :

- au niveau de la végétation :
  - \* assurer le bon écoulement des eaux en limitant le risque de formation d'embâcles par le déchaussement d'arbres fragilisés ou morts,
  - \* assurer la stabilité des berges en veillant à maintenir une végétation adaptée et saine ,
  - \* améliorer les capacités d'auto épuration de la rivière, maintenir et favoriser les fonctions biologiques et paysagères des berges, au niveau des ouvrages :
- \* assurer le suivi afin de limiter les encombrements pouvant occasionner des écoulements préférentiels, voire de dégradations des ouvrages eux-mêmes,
- \* assurer les capacités d'écoulement des ouvrages lors des crues.

#### Titre II : PRESCRIPTIONS

##### Article 3 : Prescriptions spécifiques

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Le service départemental de l'ONEMA, le Service de la Navigation du Nord-EST, gestionnaire de la rivière domaniale pour le compte du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Il seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante et seront situés en dehors de la zone inondable..

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.



En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

A l'issue des travaux d'effacement du barrage au lieu dit « haut Rivage », l'évolution du lit mineur de la Meurthe sera suivi pendant 2 années pour surveiller les phénomènes d'érosion et de dépôts de matériaux dans les zones à enjeux, ainsi que les ouvrages jusqu'au franchissement de la RN 333. Un compte rendu sera produit avec les conclusions tirées de ces observations quant à l'évolution du milieu.

**Article 4 : Mesures correctrices**

Les mesures correctrices suivantes sont proposées :

- les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux,
- les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai,
- les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension,
- Le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau.

**Article 5 : Servitude de passage**

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux engins, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

**Article 6 : Mesures de sécurité publique**

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**Article 7 : Mesures de sauvegarde**

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

**Article 8 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle**

Une visite de contrôle sera réalisée chaque année en mars – avril sur l'ensemble du linéaire, il comprendra :

- un suivi de l'état des seuils et ouvrages ;
- un contrôle des points particuliers (anses d'érosion, état des peuplements, développement des massifs de plantes invasives, ...) ;
- suivi général de la végétation des berges (état sanitaire, développement des jeunes plants, ...).

Des travaux d'entretien annuels seront réalisés en septembre octobre de chaque année, ils visent à :

- assurer la gestion de la végétation ligneuse (élagage, recépage, contrôle du bon développement des plantations ...) ;
- enlever les embâcles gênants dans le lit, sur les seuils et autres ouvrages tels que les ponts en même temps que la gestion de la végétation, sauf cas particulier et urgent.

### **Titre III : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 9 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

**Article 10 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

**Article 11 : Durée de l'autorisation et la déclaration d'intérêt général**

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31/12/2012.

La présente Déclaration d'Intérêt Général est accordée jusqu'au 01/07/2016 pour permettre l'achèvement du programme pluriannuel d'entretien. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si la communauté de communes du Lunévillois présente, au moins 6 mois avant l'échéance, un nouveau plan de gestion pour des opérations groupées d'entretien régulier du cours d'eau.

**Article 12 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

**Article 13 : Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

**Article 14 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 15 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 16** : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de FRAIMBOIS, LARONXE, LUNEVILLE, MONCEL-LES-LUNEVILLE et SAINT-CLEMENT.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de LUNEVILLE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 17** : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai d'un an suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 18** : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE,

- Le directeur départemental des territoires,

- Les maires des communes de FRAIMBOIS, LARONXE, LUNEVILLE, MONCEL-LES-LUNEVILLE et SAINT-CLEMENT,

- Le chef du service départemental de l'ONEMA,

- Le commandant du Groupement de gendarmerie de MEURTHE-ET-MOSELLE,,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 20 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

**Décision du 30 juin 2011 de délégations de signature concernant les décisions relatives à la population placée sous main de justice au centre pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE**

Madame Aude CURTO, Chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE,

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-24,

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978,

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005,

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 11 juin 2010 nommant Madame Aude CURTO en qualité de chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE,

**D E C I D E**

**Article 1er** : Délégation permanente est donnée à Mme Laure PERRIN, Directrice des services pénitentiaires, adjointe au chef d'établissement, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2** : Délégation permanente est donnée à Mme Séverine THIEBAULT, Directrice des services pénitentiaires, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3** : Délégation permanente est donnée à Mme Irène KOMAN, Attachée d'administration, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4** : Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Adelaïde WAGNER, Attachée d'administration, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5** : Délégation permanente est donnée à Mme Edith LOCATELLI, Capitaine pénitentiaire, Chef de détention, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 6** : Délégation permanente est donnée à M. Laurent ANTOINE, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 7** : Délégation permanente est donnée à M. Olivier CHEREAU, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 8** : Délégation permanente est donnée à M. Karl DESPAUX, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 9** : Délégation permanente est donnée à M. Didier LECLERC, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 10** : Délégation permanente est donnée à M. Jean-Claude MARX, Capitaine pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 11** : Délégation permanente est donnée à M. Armand MATHE, Capitaine pénitentiaire, Responsable de l'UHSI, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 12** : Délégation permanente est donnée à Mme MATTHYS Frédérique, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 13** : Délégation permanente est donnée à M. Johan MINY, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 14** : Délégation permanente est donnée à Mme Myriam PRIN, Capitaine pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 15** : Délégation permanente est donnée à M. Pierre RAMETTE, Lieutenant pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 16** : Délégation permanente est donnée à M. Philippe AUBRY, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 17** : Délégation permanente est donnée à M. Dominique AZAM, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 18** : Délégation permanente est donnée à M. Dominique BANSEPT, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 19** : Délégation permanente est donnée à M. Alain BERNARD, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 20** : Délégation permanente est donnée à M. Nicolas BERTEAUX, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 21** : Délégation permanente est donnée à M. Brice BOULE, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 22** : Délégation permanente est donnée à Mme Corinne CESARI, Première surveillante, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 23** : Délégation permanente est donnée à M. Emmanuel CESARI, Major pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 24** : Délégation permanente est donnée à M. Olivier CHEVRE, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 25** : Délégation permanente est donnée à M. Francis CLAUDE, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 26** : Délégation permanente est donnée à M. Wilfrid CORDIER, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 27** : Délégation permanente est donnée à M. Rémi CRETON, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 28** : Délégation permanente est donnée à M. Steve DANDREY, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 29** : Délégation permanente est donnée à M. Alain DELANNAY, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 30** : Délégation permanente est donnée à M. DUPLAN Eric, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 31** : Délégation permanente est donnée à M. Patrice FAUCHER, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 32** : Délégation permanente est donnée à M. Xavier GABARROT, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 33** : Délégation permanente est donnée à M. Pierre GALLET, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 34** : Délégation permanente est donnée à Mme Sylvie GRANIER, Première surveillante, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 35** : Délégation permanente est donnée à M. Emile HERZIG, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 36** : Délégation permanente est donnée à M. Raphaël JEANNOT, Major pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 37** : Délégation permanente est donnée à M. Fabien LEFEBVRE, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 38** : Délégation permanente est donnée à M. Jean-Philippe LEFKOUNE, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 39** : Délégation permanente est donnée à M. Didier LUDMANN, Major pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 40** : Délégation permanente est donnée à M. Stéphane MALVASIO, Major pénitentiaire, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 41** : Délégation permanente est donnée à Mme Fabienne MUTZ, Première surveillante, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 42** : Délégation permanente est donnée à M. François PELLICORI, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 43** : Délégation permanente est donnée à M. Marc ROUERS, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 44** : Délégation permanente est donnée à M. Janick SERVEAUX, Premier surveillant, aux fins de signer au nom de la Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Nancy, le 30 juin 2011

La Directrice,  
Aude CURTO

Mme PERRIN Laure Reçu notification, le : Signature	Mme THIEBAULT Séverine Reçu notification, le : Signature	Mme KOMAN Irène Reçu notification, le : Signature	
Mme WAGNER M. Adelaïde Reçu notification, le : Signature	Mme LOCATELLI Edith Reçu notification, le : Signature	M. ANTOINE Laurent Reçu notification, le : Signature	M. CHEREAU Olivier Reçu notification, le : Signature
M. DIDIER Leclerc Reçu notification, le : Signature	M. MARX Jean-Claude Reçu notification, le : Signature	M. MATHE Armand Reçu notification, le : Signature	Mme MATTHYS Frédérique Reçu notification, le : Signature
Mme PRIN Myriam Reçu notification, le : Signature	M. RAMETTE Pierre Reçu notification, le : Signature	M. AUBRY Philippe Reçu notification, le : Signature	M. AZAM Dominique Reçu notification, le : Signature

M. BANSEPT Dominique Reçu notification, le : Signature	M. BERNARD Alain Reçu notification, le : Signature	M. BERTEAUX Nicolas Reçu notification, le : Signature	M. BOULE Brice Reçu notification, le : Signature
Mme CESARI Corinne Reçu notification, le : Signature	M. CESARI Emmanuel Reçu notification, le : Signature	M. CHEVRE Olivier Reçu notification, le : Signature	
M. CLAUDE Francis Reçu notification, le : Signature	M. CORDIER Wilfrid Reçu notification, le : Signature	M. CRETON Rémi Reçu notification, le : Signature	M. DANDREY Steve Reçu notification, le : Signature
M. DELANNAY Alain Reçu notification, le : Signature	M. DUPLAN Eric Reçu notification, le : Signature	M. FAUCHER Patrice Reçu notification, le : Signature	M. GABARROT Xavier Reçu notification, le : Signature
M. GALLET Pierre Reçu notification, le : Signature	Mme GARNIER Sylvie Reçu notification, le : Signature	M. HERZIG Emile Reçu notification, le : Signature	M. JEANNOT Raphaël Reçu notification, le : Signature
M. LEFEBVRE Fabien Reçu notification, le : Signature	M. LEFKOUNE Jean-Philippe Reçu notification, le : Signature	M. LUDMANN Didier Reçu notification, le : Signature	M. MALVASIO Stéphane Reçu notification, le : Signature
Mme MUTZ Fabienne Reçu notification, le : Signature	M. PELLICORI François Reçu notification, le : Signature	M. ROUERS Marc Reçu notification, le : Signature	M. SERVEAUX Janick Reçu notification, le : Signature

La Directrice du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE

donne délégation de signature, en application du Code de procédure pénale (articles R 57-8 et R 57-8-1)

aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

[illegible]

[illegible]

Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel	R.57-8-10	•	•	•	•														
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	R.57-8-12	•	•	•	•														
Interdiction pour des personnes détenues condamnées de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille	D 414	•	•	•	•														
Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée	R.57-8-19	•	•			•								•					
Autorisation pour les condamnés de téléphoner	D 417	•	•	•	•														
Autorisation de recevoir des colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite	D 431	•	•			•								•					
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D 443-2	•	•			•								•					
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R.57-9-8	•	•			•								•					
Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion	Art. 27 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux qui sont organisés par l'Education Nationale	D 436-2	•	•	•	•	•							•						
Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement.	D 436-3	•	•	•	•														
Signature d'un pacte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues	R.57-9-2	•	•	•	•	•							•		•				
Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations	D 432-3	•	•																
Déclassement ou suspension d'un emploi	D 432-4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D 443-2	•	•			•								•					
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R.57-9-8	•	•			•								•					
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur	D 124	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
Modification des horaires d'entrée et de sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir faisant suite à une autorisation accordée au CE par le JAP	712-8 D 147-30	•	•	•	•														
Retrait, en cas d'urgence, de la mesure de surveillance électronique de fin de peine et réintégration du condamné	D 147-30-47	•	•	•	•														
Décision d'utilisation de la dotation de protection d'urgence	Note 15/06/09	•	•	•	•	•	•	•		•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

#### Décision du 25 juillet 2011 de délégations de signature concernant les décisions relatives à la population placée sous main de justice au centre de détention d'ECROUVES

Monsieur Olivier PIPINO, Chef d'établissement du Centre de Détention d'ECROUVES,

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-24,

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978,

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005,

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 20 juillet 2010 nommant Monsieur Olivier PIPINO en qualité de chef d'établissement du Centre de détention d'ECROUVES,

## D E C I D E

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à Madame Katia SIRE-GELIS, Directrice des services pénitentiaires, adjointe au chef d'établissement, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2 :** Délégation permanente est donnée à Madame Odette MARCHAL, Capitaine pénitentiaire, chef de détention, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3 :** Délégation permanente est donnée à Madame Pascale LESUEUR, Lieutenant pénitentiaire, responsable local du travail, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4 :** Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- M. Christian ECKER, Capitaine pénitentiaire – et ce jusqu'au 01/09/2011, date de sa nomination au CD de Toul,
- M. Jean-Marc GUYOT, Lieutenant pénitentiaire,
- M. Jasminko FAZLIC, Lieutenant pénitentiaire,

aux fins de signer, au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5 :** Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement suivants :

- |                                       |   |
|---------------------------------------|---|
| - M. Fabien ANDRIS, 1er surveillant,  | - M. Philippe LECOLIER, Major,          |
| - M. Pascal AUDINEAU, Major,          | - M. Emmanuel MARCHAL, 1er surveillant, |
| - M. Laurent FERINO, 1er surveillant, | - M. Pascal NOUE, 1er surveillant,      |
| - M. Jean-Pierre GUYOT, Major,        | - M. Robert PIERSON, 1er surveillant,   |
| - M. Azdine HARNAFI, 1er surveillant, | - M. Didier RIQUELME, 1er surveillant,  |

aux fins de signer, au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Ecrouves, le 25 juillet 2011

Le Directeur,  
O. PIPINO

Le Chef d'établissement du Centre de détention d'Ecrouves donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5) aux personnes désignées et pour les décisions ci-dessous :

Décisions administratives individuelles	Sources : code de procédure pénale	Directrice Adjointe	Chef de Détention	Officiers	Majors et premiers surveillants
Présidence et désignation des membres de la CPU	D.90	X	X		
Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule	R. 57-6-24	X	X	X	X
Désignation des personnes détenues à placer ensemble en cellule	D.93	X	X	X	
Affectation des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA	D. 370	X	X	X	
Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités	D. 446	X	X	X	
Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération	D. 449	X	X	X	
Demande de modification du régime d'une personne détenue, de transfèrement ou d'une mesure de grâce	D. 254	X	X		
Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes	D. 259	X			
Usage des armes	D. 267	X	X		
Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, de médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	D. 273	X	X		
Interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	D. 459-3	X	X	X	
Décision de procéder à la fouille des personnes détenues	R. 57-7-79	X	X	X	
Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République	R. 57-7-82	X	X	X	
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue	D. 283-3	X	X	X	
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement	R.57-7-18	X	X	X	X
Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle	R.57-7-22	X	X	X	
Engagement des poursuites disciplinaires	R.57-7-15	X	X		
Présidence de la commission de discipline	R.57-7-6	X	X		
Désignation des membres assesseurs de la commission de discipline	R. 57-7-8	X	X		
Prononcé des sanctions disciplinaires	R.57-7-7	X	X		
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R. 57-7-54 à R. 57-7-59	X	X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions	R.57-7-60	X	X		
Désignation d'un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R.57-7-25 ; R.57-7-64	X	X	X	
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire	R. 57-7-62	X	X		
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement	R. 57-7-62	X	X		
Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires	R. 57-7-64	X	X		
Proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 57-7-64 ; R. 57-7-70	X	X		
Rédaction du rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 57-7-67 ; R. 57-7-70	X	X		
Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence	R. 57-7-65	X	X		
Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure	R. 57-7-66 ; R. 57-7-70	X	X		
Levée de la mesure d'isolement	R. 57-7-72 ; R. 57-7-76	X	X		
Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisées à détenir	D.122	X	X		
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif	D. 330	X	X		
Autorisation pour une personne détenue de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	D. 331	X	X		
Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible	D. 421	X	X		
Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	D. 395	X	X		
Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	D. 422	X	X		
Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés	D. 332	X	X		
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	D. 337	X	X		



Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	D. 340	X	X	X	
Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement	D. 388	X	X		
Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé	R. 57-6-16	X	X		
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D. 473	X	X		
Autorisation d'accéder dans l'établissement pénitentiaire	R. 57-6-24 ; D. 277	X	X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation	D. 389	X	X	X	
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D. 390	X	X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D. 390-1	X	X		
Autorisation pour des ministres du culte extérieur de célébrer des offices ou prêches	D. 439-4	X	X		
Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus	D. 446	X	X		
Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5	R. 57-6-5	X	X		
Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel	R. 57-8-10	X	X		
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	R. 57-8-12	X	X		
Interdiction pour des personnes détenues condamnées de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille	D. 414	X	X		
Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée	R. 57-8-19	X	X		
Autorisation - refus - suspension - retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées	R. 57-8-23	X	X		
Autorisation de recevoir des colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite.	D. 431	X	X		
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X	X		
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X	X		
Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion	Art 27 de la loi n° 2009-1436 du 24/11/2009	X	X	X Uniquement RLT	
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale	D. 436-2	X	X		
Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	D. 436-3	X	X		
Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues	R. 57-9-2	X	X	X Uniquement RLT	
Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations	D. 432-3	X	X		
Déclassement ou suspension d'un emploi	D. 432-4	X	X	X Uniquement RLT	
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X	X		
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X	X		
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur	D.124	X	X	X	

Fait à Ecrouves, le 25 juillet 2011

Le chef d'établissement

Olivier PIPINO

## DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST

## DIVISION EXPLOITATION DE METZ

**Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-051 du 19 juillet 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réparations localisées de la couche de roulement sur la RN 59 du PR 22+400 au PR 31+000**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;  
 VU le code de la route ;  
 VU le code de justice administrative ;  
 VU le code pénal ;  
 VU le code de procédure pénale ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions ;  
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;  
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;  
 VU le dossier d'exploitation en date du 18/07/2011 présenté par le district de Nancy ;  
 VU l'information du CG 54 en date du 13/07/2011 ;  
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 19/07/2011 ;  
 VU l'avis du district de Nancy en date du 18/07/2011 ;  
 CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 59
Points Repères PR. et sens	PR 22,400 au PR 31,000 sens 1 PR 31,000 au PR 22,400 sens 2
SECTION	Courante
NATURE DES TRAVAUX	Réparations au PATA sur ESU de 2010
PERIODE GLOBALE	Du 26 juillet 2011 au 28 juillet 2011
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement total 1+1 et 0 du PR 22,400 au PR 31,000 (CF 122b) manuel chef de chantier Vitesse limitée à 50 km/h dans le basculement et 90 km/h en section courante au droit du chantier, interdiction de doubler. Surveillance en journée par la patrouille ainsi que le 27 à 20h et le 28 à 5h.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de St-Dié
	MISE EN PLACE PAR : - CEI de St-Dié

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Le 26/07/11	SENS 1	Basculement du sens 1 sur le sens 2 du PR 22,400 au PR 31,000 de 5h00 à 20h00. Réparations au PATA	Au niveau de l'échangeur de Bertrichamps: sortie Bertrichamps fermée, <b>déviaton</b> par N59 jusqu'à l'échangeur de Raon l'Etape et retour par N59 sens 2 jusqu'à la sortie Bertrichamps. Bretelle vers Raon l'Etape fermée, <b>déviaton</b> par bretelle vers Nancy jusqu'à l'échangeur de Baccarat et retour sur N59 sens 1.
2	du 27/07 au 28/07/11	SENS 2	Basculement du sens 2 sur le sens 1 du PR 31,000 au PR 22,400 de 5h00 le 27/07 à 20h00 le 28/07/11. Réparations au PATA et marquage de l'axe.	Au niveau de l'échangeur de Bertrichamps: sortie Bertrichamps fermée, <b>déviaton</b> par N59 jusqu'à l'échangeur de Baccarat et retour sur N59 sens 1 jusqu'à la sortie Bertrichamps. Bretelle vers Nancy fermée, <b>déviaton</b> par bretelle vers Raon l'Etape jusqu'à l'échangeur de Raon et retour sur N59 sens 2.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Baccarat, Bertrichamps et Raon l'Etape ;  
affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Baccarat, Bertrichamps et Raon l'Etape ;

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG Est
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 19 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
L'adjointe de la division d'exploitation de Metz,  
Véronique CARPENTIER

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

### DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### *Etablissements de santé*

**Arrêté ARS-DT 54 N°80/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par la MATERNITE REGIONALE ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 893 769 € soit :

1) 2 884 255 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 573 470 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

238 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

26 189 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

283 655 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

703 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 785 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 8 729 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

#### Arrêté ARS – DT 54 N° 81/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 779 550 € soit :

1) 1 739 492 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 557 737 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

23 858 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

5 342 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

148 345 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 210 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 12 122 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 27 936 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 82/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 488 640 € soit :

1) 488 640 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

384 437 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

20 247 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

83 500 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

456 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 83/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 152 301 € soit :

1) 152 301 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

151 446 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

855 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

#### **Arrêté ARS-DT 54 N° 84/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 98 285 € soit :

1) 98 285 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

98 285 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

#### **Arrêté ARS-DT 54 N° 85/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 27 545 505 € soit :

- 1) 25 268 155 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 22 914 976 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 82 436 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 2 223 582 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 25 075 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
  - 22 086 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 1 590 284 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 687 066 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L. 174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

#### **Arrêté ARS-DT 54 N° 86/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 274 312 € soit :

- 1) 2 889 781 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
2 755 401 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
133 483 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
897 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 378 837 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 5 694 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2** : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

---

**Arrêté ARS-DT 54 N° 87/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 98 826 € soit :

- 1) 98 826 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
98 826 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

**Article 2** : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

---

**Arrêté ARS-DT 54 N° 88/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;



VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 478 208 € soit :

- 1) 2 143 505 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 933 043 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 7 984 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 201 566 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 912 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 114 516 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 220 187 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011  
Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 89/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049  
- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;  
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

#### ARRETE

**Article 1er** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 530 715 € soit :

1) 1 506 943 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 272 143 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

30 843 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 291 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

200 892 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

774 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 3 322 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 20 450 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2** : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

#### **Arrêté ARS-DT 54 N° 90/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par le Centre Hospitalier BRIEY ;

#### ARRETE

**Article 1er** : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 660 003 € soit :

1) 2 585 684 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 261 545 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

44 602 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

275 465 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 072 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 41 548 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 32 771 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2** : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

**Arrêté ARS-DT 54 N° 91/2011 du 18 juillet 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2011**

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882

- N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2011, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 340 750 € soit :

1) 340 750 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

208 727 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

130 588 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 435 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Pour le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
L'animateur territorial,  
Martine RICARD

**DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE***Service Produits de Santé et Biologie***Arrêté N° 2011-239 du 16 Juin 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « LABORATOIRE PAX » sis au 18 avenue de Hauteclouque à METZ (57000) – enregistrée sous le n°1**

Le directeur général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-492 du 15 décembre 2010 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « LABORATOIRE PAX » dont le siège social se situe à Metz (57000), 18 avenue Leclerc de Hauteclouque enregistrée sous le n°1 ;

CONSIDERANT la demande présentée le 13 avril 2011, et complétée le 24 mai 2011, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la SELAS « LABORATOIRE PAX » ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- l'agrément de la SELAS « Laboratoire SIEST » en qualité de nouvelle associée de la SELAS « LABORATOIRE PAX » ;

- l'absorption de la société « Laboratoire Humbert » par la société « LABORATOIRE PAX » et la cessation d'activité de Madame Françoise HUMBERT au sein de la société PAX ;

- la dissolution par anticipation de la société « Laboratoire HUMBERT »
- la fusion absorption de la société « ESPACEBIO » par la société « LABORATOIRE PAX » ;
- la dissolution sans liquidation de la société « ESPACEBIO » ;
- la fusion absorption de la société « Laboratoires Aubert-Denis » par la société « LABORATOIRE PAX » ;
- la dissolution de la société « Laboratoires AUBERT-DENIS » ;
- l'absorption de la société « BIOESPACE » par la société « LABORATOIRE PAX » ;
- la dissolution par anticipation de la société « BIOESPACE » ;
- l'intégration de M. WASELS, Mme DENJAN, Mme DILIGENT, Mme JAGER, Mme ROWDO, M. SCHNEIDER, M. THONNON, Mme PHILIPPS, M. NEUMANN, Mme PALMIERI, Mme AUBERTIN, Mme FERNBACH et la société BIOART en qualité de nouveaux associés de la SELAS « Laboratoire PAX » ;
- la modification de la dénomination sociale de la SELAS « LABORATOIRE PAX » en SELAS « ESPACEBIO » ;
- la nomination de M. WASELS, Mme DENJAN, Mme DILIGENT, Mme JAGER, Mme ROWDO, M. SCHNEIDER, M. THONNON, Mme PHILIPPS, M. NEUMANN, Mme PALMIERI et Mme AUBERTIN en qualité de biologiste coresponsable et de directeur général de la société « ESPACEBIO ».

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2010-492 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « LABORATOIRE PAX » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale :

« ESPACEBIO »

Siège social :

18 Avenue Leclerc de Hauteclouque

57000 METZ

Forme juridique :

Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS)

Sites exploités : La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » agréée sous le n°1 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 18 Avenue Leclerc de Hauteclouque, à METZ (57000), autorisé sous le n° 57-17 et implanté sur les 21 sites ci-dessous :

- 18 avenue Leclerc de Hauteclouque – 57000 METZ,
- 14 rue Charlemagne – 57000 METZ,
- 23 rue Raymond POINCARÉ – 57505 SAINT AVOLD,
- 57 Grande Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ,
- 44 rue Saint Sauvant – 57730 VALMONT,
- 9 rue de Metz – 54150 BRIEY,
- 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES,
- 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ,
- 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT- JULIEN LES METZ,
- 12 rue Clémenceau – 57430 SARRALBE,
- 10 avenue Robert Schuman – 57000 METZ,
- 19-21 place du Quarteau – 57000 METZ,
- 22 rue Commandant Brasseur – 57000 METZ,
- 12 place Georges Clémenceau – 57220 BOULAY,
- 48 place de la République – 54800 JARNY,
- 44 rue Nationale – 57600 FORBACH,
- 129 rue Nationale – 57600 FORBACH,
- 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH,
- 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING,
- 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ,
- 156 rue de METZ -57525 THALANGE.

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Pierre BLONSKI, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Elisabeth SEIWERT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Odile DENJAN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par:

Monsieur Philippe VALENTIN, biologiste médical, Pharmacien.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 310 Avenue de la Paix –BP.1038 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux.

**Article 4 :** Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO » 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
  - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,
  - Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
  - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz,
  - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy,
- et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Moselle et de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 juin 2011

Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Marie-Hélène MAITRE

**Arrêté N° 2011-240 du 16 Juin 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis au 18 avenue Hauteclocque à METZ (57 000) - Autorisation N° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7**

Le directeur général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n°2010-321 en date du 30 septembre 2010 portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque – 57000 METZ , enregistrée sous le n° 57-17 ;

VU la mention insérée au RAA portant renouvellement en date du 02 décembre 2007 de l'autorisation accordée le 19 décembre 2000 au laboratoire STAHL- KUNTZEL-WASELS à METZ pour l'exercice de l'activité de diagnostic prénatal pour les analyses cytogénétiques et les analyses de biochimie y compris les analyses portant sur les marqueurs sériques et portant le renouvellement à prendre effet à partir du 17 décembre 2008 pour une durée de cinq ans ;

VU la mention insérée au RAA portant renouvellement en date du 02 décembre 2007 de l'autorisation accordée au laboratoire STAHL-KUNTZEL-WASELS à Metz pour l'exercice de l'activité biologique d'assistance médicale à la procréation sous les modalités suivantes :

- Traitement du sperme en vue d'une insémination artificielle,
  - Fécondation in vitro sans micromanipulation,
  - Fécondation in vitro avec micromanipulation,
  - Traitement, conservation et cession des ovocytes en vue d'un don,
  - Conservation des embryons en vue de projet parental,
- et portant le renouvellement à prendre effet à partir du 17 décembre 2008 pour une durée de cinq ans.

VU la décision ARS n° 2010/107 du 19 octobre 2010 relative à la demande de confirmation d'autorisation d'activité de diagnostic prénatal détenue par le laboratoire STAHL-KUNTZEL-WASELS pour les analyses de cytogénétique au profit du Centre Hospitalier Régional (CHR) de Metz-Thionville ;

VU les arrêtés préfectoraux portant autorisation de fonctionnement des laboratoires de biologie médicale désignés ci-après, se transformant en sites du laboratoire de biologie médicale;

VU l'arrêté n° 2011- 239 en date du 16 Juin 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « Laboratoire PAX » sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque – 57000 Metz, enregistrée sous le n°1 Considérant

le changement de dénomination sociale de SELAS « Laboratoire PAX » en SELAS « ESPACE BIO »

CONSIDERANT la demande présentée le 13 avril 2011, et complétée le 24 mai 2011, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « Laboratoire PAX » ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- l'absorption de la société Laboratoire Humbert par la société laboratoire PAX et la cessation d'activité de Madame Françoise HUMBERT au sein de la société PAX ;
- la fusion absorption de la société ESPACEBIO par la société laboratoire PAX ;
- la fusion absorption de la société Laboratoires Aubert-Denis par la société laboratoire PAX ;
- l'absorption de la société BIOESPACE par la société laboratoire PAX ;
- la nomination de M. WASELS, Mme DENJAN, Mme DILIGENT, Mme JAGER, Mme ROWDO, M. SCHNEIDER, M. THONNON, Mme PHILIPPS, M. NEUMANN, Mme PALMIERI et Mme AUBERTIN en qualité de biologiste coresponsable et de directeur général de la société « ESPACEBIO »

CONSIDERANT que le laboratoire de biologie médicale multisite, préalablement implanté sur 9 sites, et dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 Metz, résulte de l'intégration de 12 laboratoires de biologie médicale autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée et devient un laboratoire multisite implanté sur 21 sites.

CONSIDERANT le protocole d'accord de cession de l'autorisation de cytogénétique anténatale, signé le 17 juin 2010 entre le laboratoire STAHL-KUNTZEL-WASELS et le CHR de Metz-Thionville, actant le transfert de l'activité de diagnostic prénatal pour les analyses de cytogénétique sur le site du CHR implanté au 20 rue Drogon à Metz ;

CONSIDERANT que la SELAS ESPACEBIO réalisera, ainsi constituée et autorisée par le présent arrêté, une activité proche du seuil fixé par l'article L. 6222-3 du Code de la santé publique, susceptible, en cas d'opérations ultérieures, de présenter un risque d'atteinte à la continuité de l'offre de biologie médicale ;

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées :

- au laboratoire de biologie médicale exploité par la SELAS « LABM HUMBERT » : Laboratoire HUMBERT, 12 rue Clémenceau à Sarrebourg (57430), autorisé à fonctionner sous le n° 57-49 (ancien n° FINESS : 570002931) ;
- aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAS « ESPACEBIO » :
  - \* LABM « ESPACEBIO » METZ, 10 avenue Robert Schumann à Metz (57000), autorisé à fonctionner sous le n°57-02 (ancien n° FINESS : 570002410)
  - \* LABM « ESPACEBIO » STAHL-KUNTZEL, 19-21 place du Quarteau à Metz (57000), autorisé à fonctionner sous le n°57-03 (ancien n° FINESS : 570002451 )

\* LABM « ESPACEBIO » METZ, 22 rue du Commandant Brasseur à Metz (57000), autorisé à fonctionner sous le n°57-79 (ancien n° FINESS : 570003574)

\* LABM « ESPACEBIO » BOULAY, 12 place Georges Clémenceau à Boulay (57220), autorisé à fonctionner sous le n°57-102 (ancien n° FINESS : 570003673)

\* Laboratoire STAHL, 48 place de la République à Jarny (54800), autorisé à fonctionner sous le n°54-82 (ancien n° FINESS : 540002979 )

- aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAS « Laboratoire Aubert Denis » :

\* LABM « AUBERT-DENIS », 44 rue Nationale à Forbach (57600), autorisé à fonctionner sous le n°57-04 (ancien n° FINESS : 570002444)

\* LABM « PAX » FORBACH, 129 rue Nationale à Forbach (57600), autorisé à fonctionner sous le n° 57-08 (ancien n° FINESS : 570002501)

\* Laboratoire de biologie médicale, 18 place Aristide Briand à Forbach (57600), autorisé à fonctionner sous le n°57-51 (ancien n° FINESS : 570010280)

\* LABM de THEDING, 1 rue Victor Hugo à Theding (57450), autorisé à fonctionner sous le n°57-84 (ancien n° FINESS : 570003665)

- aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAFA « BIOESPACE » :

\* LABM BIOESPACE, 45 rue Saint Pierre à Metz (57000), autorisé à fonctionner sous le n°57-86 (ancien n° FINESS : 570003681)

\* LABM BIOESPACE, 156 rue de Metz à Talange (57525), autorisé à fonctionner sous le n°57-56 (ancien n° FINESS : 570003160)

**Article 2 :** A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale SELAS « ESPACEBIO » (FINESS Juridique : 57 002 519 7) dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-17 sur les 21 sites suivants, ouverts au public :

- 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ -  
N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5  
Biologistes présents : M. Michel PAX, M. Hicham BOUGHALI, M. Jean-Philippe RAULT, Mme Elisabeth SEIWERT, Melle Sarah SCHILLINGER  
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, pharmacologie et toxicologie, hémostase, immuno-hématologie, auto-immunité, allergie, sérologie, bactériologie, virologie, spermologie.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30 et le samedi de 7h à 12h.

- 14 rue Charlemagne – 57000 METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3  
Biologiste présent : Mme Pascale ERRARD  
Activités réalisées : aucune activité technique.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

- 23 rue Raymond POINCARÉ – 57505 SAINT AVOLD  
N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9  
Biologistes présents : M. Hervé BRULE  
Activités réalisées : biochimie générale, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, bactériologie.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

- 57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1  
Biologiste présent : M. Christophe KAJZER  
Activités réalisées : aucune activité technique.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

- Résidence de la Source – 44 rue Saint Sauvent – 57730 VALMONT  
N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7  
Biologiste présent : M. BLONSKI Pierre  
Activités réalisées : aucune activité technique.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 19h, le samedi de 7h à 12h.

- 9 rue de Metz – 54150 BRIEY  
N° FINESS Etablissement : 54 002 116 9  
Biologiste présent : Mme Marie-Hélène CLAUDET  
Activités réalisées : hémostase  
Activité réalisées en urgence : Biochimie, hématologie.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

- 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES  
N° FINESS Etablissement : 54 002 117 7  
Biologiste présent : M. Jacques DAROLLES  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.

- 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 537 9  
Biologiste présent : Mme Danièle MOLINARI  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

- 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT-JULIEN LES METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 536 1  
Biologiste présent : M. Gérard GOS  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

- 12 rue Clémenceau – 57430 SARRALBE  
N° FINESS Etablissement : 57 002 570 0  
Biologiste présent : M. Philippe VALANTIN  
Activités réalisées : biochimie, immunologie, hémostase, hématologie, bactériologie  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h00

- 10 avenue Robert Schumann – 57000 METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 576 7  
Biologiste présent : Mme Odile DENJEAN  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h30

- 19-21 place Quarteau – 57000 METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 577 5  
Biologistes présents : M. Richard WASELS  
Activités réalisées : biochimie, sérologie, immunologie, hématocytologie, immunologie, hémostase,, auto immunité, allergologie, marqueurs sériques trisomie 21, AMP  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h30

- 22 rue du Commandant Brasseur – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 578 3

Biologiste présent : Mme ROWDO Lorène

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00

- 12 place Georges Clémenceau – 57220 BOULAY

N° FINESS Etablissement : 57 002 575 9

Biologiste présent : Mme Aurélie JAGER BEAUVEIL

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h30 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00

- 48 place de la République – 54800 JARNY

N° FINESS Etablissement : 54 002 181 3

Biologiste présent : Mme Nicole DILIGENT

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00

- 44 rue Nationale – 57600 FORBACH

N° FINESS Etablissement : 57 002 571 8

Biologiste présent : Mme Rebecca PHILIPPS

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00

- 129 rue Nationale – 57600 FORBACH

N° FINESS Etablissement : 57 002 572 6

Biologiste présent : Mr Jean-Jacques SHNEIDER

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h30

- 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH

N° FINESS Etablissement : 57 002 573 4

Biologiste présent : M. Jocelyn THONNON

Activités réalisées : hémostase, bactériologie – virologie

Activités réalisées sur analyses urgentes uniquement : biochimie, immunologie, hématologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00

- 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING

N° FINESS Etablissement : 57 002 574 2

Biologiste présent : M. Jean-Louis NEUMANN

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

- 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 579 1

Biologiste présent : M. Dominique AUBERTIN

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

- 156 rue de Metz – 57535 TALANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 580 9

Biologiste présent : Mme Aurélie PALMIERI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

Le laboratoire multisite est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,

- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin

- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Pierre BLONSKI, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Elisabeth SEIWERT, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien

- Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin

- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

Monsieur Philippe VALENTIN, biologiste médical, Pharmacien

**Article 3 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 Avenue de la Paix – 67 070 STRASBOURG Cedex - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

**Article 5 :** Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 16 juin 2011

Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Marie-Hélène MAITRE

---

**Arrêté N° 2011-253 du 30 juin 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Briey (54150) - LICENCE N° 54#001062**

Le directeur général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;

VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 27 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1942 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 25 située au 46 Grande Rue sur la commune de BRIEY ;

CONSIDERANT la demande présentée par Madame Laurence GLIEDNER, docteur en pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie du 46 Grande Rue à Briey (54150) au 22 bis rue de Metz à Briey (54150) enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 11 avril 2011 à 10 heures ;

CONSIDERANT le permis de construire n° PC 054 099 11 B 0012 délivré le 20 juin 2011 statuant l'adresse au 22 bis rue de Metz à Briey, fixée préalablement à Place de la Levée à Briey par le permis de construire n° PC 54 099 94 B0016 délivré le 17 octobre 1994 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- L'avis émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 9 mai 2011 ;
- L'avis émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 12 mai 2011 ;
- L'avis émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 11 mai 2011 ;
- L'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;
- L'absence d'avis de l'Union Syndicale des Pharmaciens de Lorraine ;

CONSIDERANT que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de BRIEY où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 5 342 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;

CONSIDERANT que la commune de Briey compte 3 officines de pharmacie ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;

CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à 350 mètres de l'emplacement actuel de l'officine ;

CONSIDERANT qu'une officine est installée dans le quartier d'origine, à 75 mètres de l'emplacement actuel ;

CONSIDERANT que le lieu de transfert proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;

CONSIDERANT que ce transfert devrait permettre une amélioration de l'exercice professionnel et du service rendu à la population ;

CONSIDERANT par conséquent que l'emplacement permettra de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil sans compromettre l'approvisionnement du quartier d'origine ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** La demande de licence présentée par Madame Laurence GLIEDNER en vue de transférer son officine de pharmacie du 46 Grande Rue à Briey (54150) au 22 bis rue de Metz à Briey (54150) est accordée.

**Article 2 :** La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#01062.

**Article 3 :** L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

**Article 4 :** L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente devra être déclarée auprès du conseil compétent de l'ordre des pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

**Article 5 :** La licence n° 54#000025 octroyée en date du 19 juin 1942 sera caduque dès la réalisation du transfert.

**Article 6 :** L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constatée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

**Article 7 :** En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au DGARS par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

**Article 8 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,  
Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

**Article 9 :** Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Laurence GLIEDNER, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine
- Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens de Lorraine

et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine et Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 juin 2011

Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Marie-Hélène MAITRE



**Arrêté N° 2011-263 du 6 juillet 2011 portant abrogation de l'arrêté n°2010-168 du 15 juillet 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie de Pont-à-Mousson (54700) - LICENCE N°54#01059**

Le directeur général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;  
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;  
VU l'arrêté du 27 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;  
VU l'arrêté n°2010-168 du 15 juillet 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie de Pont-à-Mousson (54700) ;  
CONSIDERANT le courrier de Monsieur Bernard GIROT, pharmacien, en date du 6 juillet 2011 par lequel il renonce au bénéfice de l'arrêté n°2010-168 susvisé ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'arrêté n°2010-168 du 15 juillet 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Pont-à-Mousson est abrogé à compter du 6 juillet 2011.

**Article 2** : La licence n° 54#01059 octroyée par ledit arrêté est caduque à cette même date.

**Article 3** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :  
Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,  
Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

**Article 4** : La Directrice Générale par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Bernard GIROT et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle
  - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine
  - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine
  - Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine
  - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine et Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 juillet 2011

Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Marie-Hélène MAITRE

---

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Décision du 21 juillet 2011 portant agrément de l'association NOTRE DAME DU TRUPT - 42 rue de l'Eglise - 54220 MALZEVILLE en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;  
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;  
VU la demande validée par l'autorité administrative le 24 juin 2011 présentée par Monsieur Claude FRESSE – Président de l'association NOTRE DAME DU TRUPT - 42 rue de l'Eglise – 54220 MALZEVILLE ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**D E C I D E**

**Article 1er** : L'association NOTRE DAME DU TRUPT - 42 rue de l'Eglise – 54220 MALZEVILLE  
SIRET 775 614 753 000 41 Code APE 5520Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 21 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

---

**Décision du 21 juillet 2011 portant agrément de l'association CARAIB NANCY - foyer le Buisson ardent - 1249 avenue Raymond Pinchard - 54000 NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;  
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;  
VU la demande validée par l'autorité administrative le 7 juin 2011 présentée par Monsieur Yves ISSARTIER – Président de l'association CARAIB NANCY - foyer le Buisson ardent – 1249 avenue Raymond Pinchard – 54000 NANCY ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**D E C I D E**

**Article 1er** : L'association CARAIB NANCY - Foyer le Buisson ardent – 1249 avenue Raymond Pinchard – 54000 NANCY  
SIRET 508 860 970 000 13 Code APE 6010Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et

publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).  
Nancy, le 21 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

---

**Décision du 21 juillet 2011 portant agrément de l'association Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains - 5 rue du 25<sup>ème</sup> RA - 54870 VILLERS-LA-CHEVRE en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;  
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 20 juin 2011 présentées par Monsieur Boris MAXANT – Président de l'association Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains – 5 rue du 25<sup>ème</sup> RA – 54870 VILLERS LA CHEVRE ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**D E C I D E**

**Article 1er** : L'association Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains - 5 rue du 25<sup>ème</sup> RA – 54870 VILLERS LA CHEVRE

SIRET 512 848 664 000 11 Code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 21 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

---

**Décision du 21 juillet 2011 portant agrément de la fédération AGAPSY - Associations Gestionnaires pour l'Accompagnement des personnes handicapées PSYchiques - 6 rue du Général Chevert - 54000 NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;  
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 20 juin 2011 présentées par Madame Marie-Claude BARROCHE – Présidente de la fédération AGAPSY – Associations Gestionnaires pour l'Accompagnement des personnes handicapées PSYchiques – 6 rue du Général Chevert – 54000 NANCY ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**D E C I D E**

**Article 1er** : La fédération AGAPSY – Associations Gestionnaires pour l'Accompagnement des personnes handicapées PSYchiques - 6 rue du Général Chevert – 54000 NANCY

SIRET 509 770 921 000 13 Code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 21 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

---

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT  
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**

**Décision DREAL 2011-33 en date du 25 juillet 2011**

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Ingénieur Général des Mines,

VU la loi organique n°2001-692 du 1 août 2001 relative aux lois de finances ;

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;

VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian Gaillard de Lavernée, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense Est, Préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 4 janvier 2010 nommant M. Alain Liger en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine ;

VU l'arrêté SGAR n° 24 – 2010 du 22 janvier 2010 portant organisation de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine ;

VU l'arrêté SGAR n° 2011-64 du 3 janvier 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Alain Liger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine relatif à la gestion des BOP, des UO et pour l'ordonnancement secondaire ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-49 conclue le 15 février 2010 entre le Centre Technique de l'Équipement de l'Est et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 8 décembre 2010 ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-50 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires de la Moselle et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-51 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Lorraine et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 29 novembre 2010 ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-52 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-53 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires de la Meuse et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-54 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires des Vosges et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-56 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Interrégionale des Routes EST et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-57 conclue le 15 février 2010 entre le Service Navigation du Nord Est et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-338 conclue le 30 septembre 2010 entre la direction départementale de la protection des populations de la Moselle et la DREAL Lorraine ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-374 conclue le 5 novembre 2010 entre la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse et la DREAL Lorraine ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-451 conclue le 20 décembre 2010 entre la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges et la DREAL Lorraine ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-452 conclue le 20 décembre 2010 entre la direction départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-85 conclue le 25 janvier 2011 entre la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-99 conclue le 11 janvier 2011 entre la direction départementale de la cohésion sociale de la Moselle et la DREAL Lorraine ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-188 conclue le 19 avril 2011 entre la Préfecture de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-173 conclue le 2 mai 2011 entre la Préfecture de la Région Lorraine et la Préfecture de la Moselle d'une part et la DREAL Lorraine d'autre part ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-206 conclue le 23 mai 2011 entre la Préfecture de la Meuse et la DREAL Lorraine ;  
VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-211 conclue le 27 mai 2011 entre la Préfecture des Vosges et la DREAL Lorraine ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Subdélégation de signature est donnée aux agents figurant dans le tableau en annexe 1 pour signer en mon nom les actes d'ordonnateur secondaire de mon service listés, pour chacun d'eux, dans le même tableau.

**Article 2 :** Subdélégation de signature est donnée aux agents figurant dans le tableau en annexe 2 pour signer les actes d'ordonnateur secondaire pour le compte des services délégués desquels j'ai reçu délégation de gestion d'ordonnateur secondaire en application des conventions de gestion susvisées.

**Article 3 :** Afin de garantir la qualité des opérations réalisées, la délégation de signature accordée aux agents s'accompagne de la mise en place d'un contrôle interne comptable et de la mise en oeuvre des dispositions ministérielles en la matière.

**Article 4 :** La présente décision est exécutoire à compter de sa publication :

- au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine pour les actes concernant les délégués disposant d'une compétence à caractère régional,
- au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département correspondant pour les actes concernant les délégués disposant d'une compétence à caractère départemental.

Pour chaque cas prévu à l'alinéa précédent, l'entrée en vigueur de la présente décision emporte l'abrogation de la décision DREAL – 2011- 20 en date du 24 mai 2011 pour ce qu'elle concerne les mêmes actes.

**Article 6 :** Le responsable du pôle support intégré, le secrétaire général de la DREAL et le responsable du centre de prestations comptables mutualisées sont chargés de l'exécution de la présente décision. Elle sera notifiée au Préfet de la Région Lorraine, au Préfet de la Moselle, au Préfet de la Meuse, au Préfet de Meurthe et Moselle, au Préfet des Vosges, à l'autorité chargée du contrôle financier et au comptable assignataire.

Pour le Préfet de la Région Lorraine,  
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
A.. LIGER

Les annexes 1 et 2 sont consultables à la DREAL, 2 rue Augustin Fresnel – 57071 METZ CEDEX 03.

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

**Décision DDT54/AFC/n° 301, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3256**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2011 par Monsieur AUBERTIN Pascal à COLOMBEY LES BELLES concernant 6,83 ha situés à COLOMBEY LES BELLES ; la motivation et le résultat étant la compensation.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Monsieur AUBERTIN Pascal est autorisé à exploiter 6,83 ha (COLOMBEY LES BELLES parcelles ZI 147 - 180partie) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur AUBERTIN Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur AUBERTIN Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COLOMBEY LES BELLES pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

#### Décision DDT54/AFC/n° 302, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3261

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2011 par la SCEA DU BEL EPI (Messieurs BOUTTE Charles et Guillaume) à SAINT JULIEN LES GORZE concernant 9,02 ha situés à SAINT JULIEN LES GORZE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** La SCEA DU BEL EPI, composée de Messieurs BOUTTE Charles et Guillaume, est autorisée à exploiter 9,02 ha (SAINT JULIEN LES GORZE parcelle U 48partie) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU BEL EPI (Messieurs BOUTTE Charles et Guillaume).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs BOUTTE Charles et Guillaume, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

#### Décision DDT54/AFC/n° 303, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à HAROUÉ - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3254

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/06/2011 par l'EARL DES BOUVIERS (Monsieur et Madame BOUVIER Guy et Michèle) à HAROE concernant la modification de vie sociale,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** M. BOUVIER Grégoire est autorisé à intégrer l'EARL DES BOUVIERS conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES BOUVIERS (Monsieur et Madame BOUVIER Guy et Michèle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur et Madame BOUVIER Guy et Michèle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HAROE pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

#### Décision DDT54/AFC/n° 304, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3260

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2011 par Monsieur CLAVEL Philippe à SAINT JULIEN LES GORZE concernant 1,24 ha situés à SAINT JULIEN LES GORZE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Monsieur CLAVEL Philippe est autorisé à exploiter 1,24 ha (SAINT JULIEN LES GORZE parcelle U 40partie) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CLAVEL Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur CLAVEL Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

#### Décision DDT54/AFC/n° 305, du 11 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALLOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3258

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2011 par l'EARL DEMANGE (Monsieur et Madame DEMANGE Josette et Mickaël) à VALLOIS concernant 9,67 ha situés à VALLOIS ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat sur 139,27 ha,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er** : L'EARL DEMANGE, composé de Monsieur et Madame DEMANGE Josette et Mickaël, est autorisé à exploiter 9,67 ha (VALLOIS parcelles ZA 0069 - ZB 0024 - ZC 0054 - ZE 0018-0019 - E 0142 - ZE 0024) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DEMANGE (Monsieur et Madame DEMANGE Josette et Mickaël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur et Madame DEMANGE Josette et Mickaël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VALLOIS pour affichage.

Nancy, le 11 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

### Décision DDT54/AFC/n° 306, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3252

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2011 par l'EARL DE LA SAU DU COUP (Monsieur GEORGIN Jean-Michel) à SAINT JULIEN LES GORZE concernant 11,09 ha situés à SAINT JULIEN LES GORZE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er** : L'EARL DE LA SAU DU COUP, composé de Monsieur GEORGIN Jean-Michel, est autorisé à exploiter 11,09 ha (SAINT JULIEN LES GORZE parcelles ZA 55 - U 40partie - 48partie - V 98partie) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA SAU DU COUP (Monsieur GEORGIN Jean-Michel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur GEORGIN Jean-Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

### Décision DDT54/AFC/n° 307, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3262

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2011 par le GAEC DU PETIT CHATEAU (Messieurs PETIT Jean-Louis et CHÂTEAU Fabrice) à SAINT JULIEN LES GORZE concernant 4,93 ha situés à SAINT JULIEN LES GORZE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Le GAEC DU PETIT CHATEAU, composé de Messieurs PETIT Jean-Louis et CHÂTEAU Fabrice, est autorisé à exploiter 4,93 ha (SAINT JULIEN LES GORZE parcelles U 40partie - V 98partie) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU PETIT CHATEAU (Messieurs PETIT Jean-Louis et CHATEAU Fabrice).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs PETIT Jean-Louis et CHATEAU Fabrice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

### Décision DDT54/AFC/n° 308, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS LA MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3266

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/06/2011 par la SCEA DE LA MATERNELLE (Madame ROBERT Geneviève - née BOURGUIGNON) à VILLERS LA MONTAGNE concernant la modification de vie sociale -  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** M. ROBERT Serge est autorisé à intégrer la SCEA DE LA MATERNELLE, conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DE LA MATERNELLE (Madame ROBERT Geneviève (née BOURGUIGNON).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame ROBERT Geneviève (née BOURGUIGNON), au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

### Décision DDT54/AFC/n° 309, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLEY SAINT ETIENNE - BOUCQ - FRANCHEVILLE - BOUVRON - LAGNEY - MENIL LA TOUR - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3249

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/04/2011 par Monsieur SOYER Denis à LAGNEY concernant 191,32 ha situés à VILLEY SAINT ETIENNE - BOUCQ - FRANCHEVILLE - BOUVRON - LAGNEY et MENIL LA TOUR ; la motivation et le résultat étant la scission du GAEC DU LANDINAU,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Monsieur SOYER Denis est autorisé à exploiter 191,32 ha (nombreuses parcelles) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SOYER Denis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur SOYER Denis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY SAINT ETIENNE - BOUCQ - FRANCHEVILLE - BOUVRON - LAGNEY et MENIL LA TOUR pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

#### Décision DDT54/AFC/n° 310, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à PAGNEY DERRIERE BARINE - BRULEY - LAGNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3248

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/04/2011 par Monsieur SOYER Maurice à LAGNEY concernant 133,85 ha situés à PAGNEY DERRIERE BARINE - BRULEY et LAGNEY ; la motivation et le résultat étant la scission du GAEC DU LANDINAU,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Monsieur SOYER Maurice est autorisé à exploiter 133,85 ha (nombreuses parcelles) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SOYER Maurice.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur SOYER Maurice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PAGNEY DERRIERE BARINE - BRULEY et LAGNEY pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

#### Décision DDT54/AFC/n° 311, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALHEY - ENVILLE AU JARD - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3250

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,



VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/05/2011 par l'EARL MARTIN-FONTAINE (Monsieur et Madame THOUVENIN André et Bernadette) à BAUZEMONT concernant 0,62 ha situés à VALHEY et EINVILLE AU JARD ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** L'EARL MARTIN-FONTAINE, composé de Monsieur et Madame THOUVENIN André et Bernadette, est autorisé à exploiter 0,62 ha (VALHEY parcelle YA 0011 – EINVILLE AU JARD parcelle ZO 003) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL MARTIN-FONTAINE (Monsieur et Madame THOUVENIN André et Bernadette).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur et Madame THOUVENIN André et Bernadette, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VALHEY et EINVILLE AU JARD pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

#### Décision DDT54/AFC/n° 312, du 4 juillet 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à JEZAINVILLE - PONT A MOUSSON - BLENOD LES PONT A MOUSSON - MONTAUVILLE - MAIDIERES - FEY EN HAYE - LACHAUSSEE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3264

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2011 par la SCEA DE PUVENELLE (Messieurs, Madame TROUSSELARD Georges - Benoît - Thomas (EARL DE BREGA) et Adeline) à MAIDIERES concernant 421.80 ha situés à JEZAINVILLE - PONT A MOUSSON - BLENOD LES PONT A MOUSSON - MONTAUVILLE - MAIDIERES - FEY EN HAYE et LACHAUSSEE ; la motivation et le résultat étant la fusion de 4 exploitations (3 exploitations individuelles et une EARL) - Constitution de la SCEA de PUVENELLE,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 30/06/2011 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** La SCEA DE PUVENELLE, composée de Messieurs, Madame TROUSSELARD Georges - Benoît - Thomas (EARL DE BREGA) et Adeline, est autorisée à exploiter 421.80 ha (nombreuses parcelles) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DE PUVENELLE (Messieurs, Madame TROUSSELARD Georges - Benoît - Thomas (EARL DE BREGA) et Adeline).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs, Madame TROUSSELARD Georges - Benoît - Thomas (EARL DE BREGA) et Adeline, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JEZAINVILLE - PONT A MOUSSON - BLENOD LES PONT A MOUSSON - MONTAUVILLE - MAIDIERES - FEY EN HAYE et LACHAUSSEE pour affichage.

Nancy, le 4 juillet 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX*

#### Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/289, du 1er juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de GIRAUMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 28 janvier 1986 portant institution de l'association foncière de GIRAUMONT ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière de GIRAUMONT en date du 21 avril 2011 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de GIRAUMONT en date du 17 mai 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière de GIRAUMONT ;  
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 22 juin 2011 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de GIRAUMONT, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 17 mai 2011, sont approuvés.

**Article 2** : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de GIRAUMONT, adressé au président de l'association foncière de GIRAUMONT, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 1er juillet 2011

Pour le Préfet, et par délégation,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/290, du 4 juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE -**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 septembre 2009 portant institution de l'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE en date du 17 janvier 2011 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE en date du 03 février 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE ;  
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 22 juin 2011 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 03 février 2011, sont approuvés.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LAY SAINT-CHRISTOPHE, adressé au président de l'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2011

Le Préfet, et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté préfectoral 2011/DDT54/AFC/313, du 21/07/2011, fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2011 dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;  
VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement CE n°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Feader ;  
VU le règlement (CE) n°65/2011 de la Commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;  
VU les articles D 113-18 à D113-26 du code rural et de la pêche maritime relatifs aux ICHN ;  
VU l'arrêté interministériel du 28 juillet 2004 reprenant le classement en zones défavorisées depuis 2001 ;  
VU le décret n° 2007-1334 du 11 septembre 2007 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels et modifiant le code rural et de la pêche maritime ;

VU le décret n° 2008-852 du 26 août 2008 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) et modifiant le code rural et de la pêche maritime ;  
 VU l'arrêté du 30 juillet 2010 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) et modifiant le code rural et de la pêche maritime ;  
 VU les arrêtés préfectoraux de classement en zones défavorisées pour les communes du département de Meurthe-et-Moselle des 28 avril 1976, 18 janvier 1977, 13 novembre 1978 et 7 septembre 2005 ;  
 SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires,

**ARRETE**

**Article 1er** : Dans chacune des zones définies dans les arrêtés préfectoraux de classement, est fixée une plage optimale de chargement correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager dans le respect de la conditionnalité. De la même manière sont définies des plages non optimales de chargement.

L'ensemble de ces plages est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

**Article 2** : Pour chacune des plages de chargement, le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels rapporté à l'hectare de surface fourragère est fixé conformément aux montants précisés à l'annexe 2 du présent arrêté.

Ils seront modifiés en fonction d'un taux qu'il conviendra d'appliquer sur le montant total de la prime attribuée à chaque bénéficiaire du département afin de respecter la notification du droit à engager. Ce taux fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

**Article 3** : Les surfaces fourragères sont les surfaces définies dans les arrêtés préfectoraux fixant les normes usuelles et les bonnes conditions agroenvironnementales pour le département.

**Article 4** : Le directeur départemental des territoires, le président directeur général de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), le secrétaire général de la préfecture sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2011

Le Préfet,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Pour le Secrétaire Général absent,  
 La Sous-Préfète chargée de mission  
 Juliette TRIGNAT

*ANNEXE 1 de l'arrêté préfectoral fixant les plages optimales de chargement  
 pour le respect des bonnes pratiques agricoles en Meurthe-et-Moselle*

**DEFINITION DES PLAGES DE CHARGEMENT**

Le chargement s'exprime en nombre d'UGB (Unités Gros Bovins) par rapport à la surface fourragère :

Les animaux de l'exploitation sont pris en compte selon les modalités suivantes :

- le nombre d'UGB moyennes bovines présentes sur l'exploitation durant l'année 2010
- le nombre d'ovins ou caprins de la demande d'aides aux ovins et aux caprins en janvier 2011 ou du nombre d'ovins/caprins indiqués sur le formulaire de déclaration d'effectifs.
- les autres herbivores présents sur l'exploitation au 31 mars 2011 et présents au moment de la demande

	Chargement optimum Coefficient de paiement 1,00	Chargement non optimum Coefficient de paiement 0,80	Chargement inéligible
Zone de MONTAGNE	Supérieur ou égal à 0,8 et inférieur à 1,6	Egal ou supérieur à 0,25 et inférieur à 0,8  OU Supérieur ou égal à 1,6 et inférieur ou égal à 2	Inférieur à 0,25 OU Supérieur à 2
Zone de PIEMONT		Egal ou supérieur à 0,35 et inférieur à 0,8  OU Supérieur ou égal à 1,6 et inférieur ou égal à 2	Inférieur à 0,35 OU Supérieur à 2
Zone défavorisée simple			

*ANNEXE 2 de l'arrêté préfectoral fixant le montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels  
 au titre de la campagne 2011 dans le département*

**MONTANT DES INDEMNITES RAPPORTE A L'HECTARE DE SURFACE FOURRAGERE**

	MONTANT EN EUROS
Zone de montagne	136
Zone de piémont	55
Zone défavorisée simple	49

Pour les exploitations dont le taux de chargement se situe dans la tranche « non optimum », le montant des indemnités sera affecté d'un coefficient égal à 0,80.

**Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/316, du 18 juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de LOISY-2**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 2002 portant institution de l'association foncière de LOISY-2 ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière de LOISY-2 en date du 14 décembre 2010 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de LOISY-2 en date du 09 JUIN 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière de LOISY-2 ;  
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 07 juillet 2011 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de LOISY-2, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 09 juin 2011, sont approuvés.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LOISY, adressé au président de l'association foncière de LOISY-2, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/317, du 20 juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'ANDERNY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 1965 portant institution de l'association foncière d'ANDERNY ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière d'ANDERNY en date du 14 janvier 2011 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière d'ANDERNY en date du 14 janvier 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière d'ANDERNY ;  
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 24 juin 2011 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière d'ANDERNY, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 14 janvier 2011, sont approuvés.

**Article 2** : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'ANDERNY, adressé au président de l'association foncière d'ANDERNY, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 20 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/319, du 19 juillet 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'EULMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 avril 2003 portant institution de l'association foncière d'EULMONT ;  
VU la proposition du bureau de l'association foncière d'EULMONT en date du 08 novembre 2010 ;  
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière d'EULMONT en date du 16 décembre 2010 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;  
VU les statuts de l'association foncière d'EULMONT ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 13 juillet 2011 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière d'EULMONT, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 16 décembre 2010, sont approuvés.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'EULMONT, adressé au président de l'association foncière d'EULMONT, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**TRANSPORTS - SECURITE****Arrêté n° 2011-145 du 5 juillet 2011 portant règlement communal de publicité sur le territoire de la commune de VILLERS-LÈS-NANCY**

Le Maire de la Commune de Villers-lès-Nancy,

VU la loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 et ses décrets d'application,  
VU le Livre V du Code de l'Environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes,  
VU le décret n°80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité,  
VU la délibération du 29 septembre 2008 par laquelle le Conseil Municipal a demandé la constitution du groupe de travail prévu à l'article L.581-14 du Code de l'Environnement,  
VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2009 instituant un groupe de travail chargé d'élaborer un projet de réglementation spéciale instituant des zones de publicité restreinte ou élargie dans tout ou partie de la commune,  
VU le compte rendu de la séance du 6 mai 2011 au cours de laquelle a été approuvé le projet définitif de règlement communal de publicité,  
VU l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du 14 juin 2011,  
VU la délibération n° 25 du Conseil Municipal du 15 juin 2011 approuvant ledit règlement,

**ARRETE**

**Article 1er** : La publicité, les enseignes et pré-enseignes sont réglementées sur le territoire de la commune de Villers-lès-Nancy selon le règlement local de publicité ci-annexé.

**Article 2** : Conformément à l'article L.581-43 du Code de l'Environnement, les dispositifs mis en place avant l'entrée en vigueur du présent règlement en infraction avec celui-ci devront être mis en conformité dans un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'entrée en vigueur dudit règlement.

**Article 3** : Toute infraction constatée donnera lieu à l'application des sanctions prévues aux articles L.581-26 et suivants du Code de l'Environnement.

**Article 4** : Le présent arrêté fait l'objet d'un affichage en mairie, d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et d'une insertion dans deux journaux locaux habilités à recevoir les annonces légales.

Villers-lès-Nancy, le 5 juillet 2011

Le Maire,  
Pascal JACQUEMIN

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE****SECRETARIAT - SOLIDARITE - INSERTION****Arrêté DDCS n° 101 du 12 juillet 2011 portant renouvellement de la composition nominative des membres de la commission de médiation**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L 441-2-3 et R 441-13 à 18 ;  
VU la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;  
VU le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;  
VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;  
VU le décret n° 2007-1677 du 28 novembre 2007 relatif à l'attribution des logements locatifs sociaux, au droit au logement opposable et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;  
APRES CONSULTATION des collectivités, organismes et associations concernés :

**ARRETE**

**Article 1er** : Est désigné pour présider la commission de médiation en tant que personnalité qualifiée, et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, la personne ci-dessous nommée :

- M. Yves GRY, professeur de droit public

**Article 2** : Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants de l'Etat, les membres titulaires et leurs suppléants, ci-dessous nommés :

*Représentants de la Direction Départementale des Territoires :*

Titulaire : M. Karim MIKSA, chef du service de l'Habitat

Suppléantes : Mme Isabelle ROUYER-VANNIER, adjointe au chef de service de l'Habitat

Mme Séverine MILLOT-EMBARCK, chargée de projets habitat indigne et politiques publiques habitat privé

*Représentants de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale :*

Titulaires : M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental

M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur-adjoint

Suppléantes : Mme Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, chef du service Solidarité Insertion  
Mme Nathalie MECHIN, conseillère technique de service social  
Mme Noëlle DE SILVESTRI, conseillère technique de service social  
Mme Evelyne DITTE, inspectrice de l'action sanitaire et sociale

**Article 3 :** Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants du Département, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

Titulaire : Mme Dominique OLIVIER, vice-présidente du Conseil Général, déléguée au logement

Suppléant : M. Jean-Pierre DUBOIS-POT, responsable de la mission Habitat-logement

**Article 4 :** Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des communes, les membres titulaires et suppléants, ci-dessous nommés :

Titulaires : M. Jean-Marie SCHLERET, conseiller municipal de Nancy

Mme Marie-Thérèse MATTERA, conseillère municipale de Vandœuvre-lès-Nancy

Suppléants : M. Guy VATTIER, maire de Brier

Mme Lucette LALEVEE, adjointe au maire de Toul

**Article 5 :** Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des organismes H.L.M., les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

Titulaire : Mme Cécilia JAEGER-GRAPINET, directrice générale adjointe de Meurthe-et-Moselle HABITAT

Suppléant : M. Serge GLUMINSKI, responsable du Département Activités Locatives et Relations Clients de Batigère Nord-Est

**Article 6 :** Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des autres propriétaires bailleurs, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

Titulaire : M. Daniel JACQUOT, président de l'Union Nationale de la Propriété Immobilière (UNPI) de Meurthe-et-Moselle

Suppléant : M. Gilles BOCHU, président adjoint de la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM) de Meurthe-et-Moselle

**Article 7 :** Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des organismes chargés de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un établissement ou d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

Titulaire : M. Pascal HOULNÉ, directeur général de l'Association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS) à Nancy

Suppléant : M. Gilles MELONI, directeur des services de l'Association Lorraine d'Aides aux Sans-abri (ALASA) à Nancy

**Article 8 :** Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des associations de locataires, affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale de concertation mentionnée à l'article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, les membres titulaire et suppléant, ci-dessous nommés :

Titulaire : M. Daniel CILLA, président de la Confédération Générale du Logement (CGL) de Meurthe-et-Moselle

Suppléante : Mme Anne-Marie TAINGLAND, responsable Habitat de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) de Meurthe-et-Moselle

**Article 9 :** Sont désignés pour siéger à la commission de médiation et conformément aux articles L. 441-2-3 et R 441-13, au titre des représentants des associations agréées dans le département dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées, les membres titulaires et suppléants, ci-dessous nommés :

Titulaires : M. Guy SÉVERIN, président de l'association Droit au Logement (DAL)

Monsieur Constant TSIARAS, directeur du Centre d'Amélioration du Logement (CAL) de Meurthe-et-Moselle

Suppléants : M. Jean-Paul LACRESSE, président de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) de Meurthe-et-Moselle

Monsieur Franck BATTIATA, directeur de l'Association HANDI 54 de Meurthe-et-Moselle

**Article 10 :** Les membres titulaires et suppléants de la commission, sont nommés pour une durée de 3 ans.

**Article 11 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juillet 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

## DIRECTION DE CONTROLE FISCAL EST

### PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement

#### L'EMPLOYEUR

Ministère / Collectivité : MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA REFORME DE L'ETAT

Direction / Etablissement : DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service : DIRECTION DE CONTROLE FISCAL EST

Adresse : N° : 4 Rue : du Cardinal Tisserant BP : 30057

Commune : NANCY

Code postal : 54036 NANCY Cedex

Courriel : dircofi-est.rhb@dgfip.finances.gouv.fr

Responsable du recrutement : Pierrette BOUDEGNA

Fonction : Chef du service des ressources humaines

Téléphone : 03 83 90 83 15

Courriel : pierrette.boudegna@dgfip.finances.gouv.fr

#### L'OFFRE DE RECRUTEMENT

Corps / Cadre d'emplois : Agent de catégorie C de la Fonction Publique de l'Etat

Emploi exercé : Agent technique des finances publiques

Date de début : 01/12/2011

Date de fin : 30/11/2012

Rémunération brute mensuelle : 1 366 €

Durée hebdomadaire de travail : 35 heures

Conditions particulières d'exercice de l'emploi : permis de conduire souhaité

Descriptif de l'emploi : services communs, standard, courrier

Lieu d'exercice de l'emploi : NANCY, 4 rue du Cardinal Tisserant.

Domaine de formation souhaité : notions de bureautique (tableur, traitement de texte) – habilitation électrique

Nombre de postes ouverts : 1

**PROCEDURE DE RECRUTEMENT**

Date limite de dépôt des candidatures : 22/09/2011

Lieu des épreuves de sélection : NANCY 4 rue du Cardinal Tisserant

Remplissez complètement la fiche de déclaration et transmettez-la à l'agence locale compétente et aux directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de ce ou de ces mêmes départements.

**CADRE RESERVE AU POLE EMPLOI**

Date de réception :

N° d'enregistrement :

Pour de plus amples informations sur le PACTE, consultez le site [www.fonction-publique.gouv.fr](http://www.fonction-publique.gouv.fr) - rubrique Pacte

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

### PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement

#### L'EMPLOYEUR

Ministère / Collectivité : MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA REFORME DE L'ETAT

Direction / Etablissement : DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service : DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE ET MOSELLE

Adresse : N° : 50 Rue : des Ponts CO60069

Commune : NANCY

Code postal : 54036 NANCY Cedex

Courriel : ddip54@dgfp.finances.gouv.fr

Responsable du recrutement : Sylvie ROMAIN

Fonction : Responsable des ressources humaines

Téléphone : 03 83 17 70 15

Courriel : sylvie.romain@dgfp.finances.gouv.fr

#### L'OFFRE DE RECRUTEMENT

Corps / Cadre d'emplois : Agent de catégorie C de la Fonction Publique de l'Etat

Emploi exercé : Agent technique des finances publiques

Date de début : 01/12/2011

Date de fin : 30/11/2012

Rémunération brute mensuelle : 1 366 €

Durée hebdomadaire de travail : 35 heures

Conditions particulières d'exercice de l'emploi : Port de charges (manutention, déménagement de bureaux et d'archives).

Descriptif de l'emploi : Divers travaux liés à l'entretien de bâtiments.

Lieu d'exercice de l'emploi : NANCY

Domaine de formation souhaité : Entretien général des bâtiments (électricité, téléphonie, plâtrerie, plaquiste, plomberie, peinture...)

#### PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Date limite de dépôt des candidatures : 22/09/2011

Lieu des épreuves de sélection : NANCY

Remplissez complètement la fiche de déclaration et transmettez-la à l'agence locale compétente et aux directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de ce ou de ces mêmes départements.

#### CADRE RESERVE AU POLE EMPLOI

Date de réception :

N° d'enregistrement :

Pour de plus amples informations sur le PACTE, consultez le site [www.fonction-publique.gouv.fr](http://www.fonction-publique.gouv.fr) - rubrique Pacte

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

### Arrêté n° 11.D.D.P.20 du 21 janvier 2011 portant délivrance du mandat sanitaire spécialisé au docteur Emmanuelle PRAMPART à QUIERS-SUR-BEZONDE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R221-4 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée;

VU L'arrêté préfectoral n°11-BI-14 du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Madame

Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection des Populations,

SUR proposition de la directrice départementale de la Protection des Populations,

#### ARRETE

**Article 1er** : Le mandat sanitaire spécialisé prévu à l'article L221-11 du code rural est renouvelé dans le cadre du contrôle de deux élevages de volailles reproductrices de la Société Grelier-Nibelle pour une durée de cinq années tacitement reconductibles à :

Emmanuelle PRAMPART  
Docteur Vétérinaire  
MC VET CONSEIL  
Z. A. 45270 QUIERS SUR BEZONDE

pour les élevages de volailles de :

- Madame LEMERCIER Jacqueline –9- rue du Pâquis (54115) ABONCOURT

- M. GEORGES Damien, EARL DE LA CHAUOTTE –124- rue de l'Eglise (54380) MARTINCOURT

**Article 2 :** Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'ordre des vétérinaires.

**Article 3 :** Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de services de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies collectives des animaux concernant des élevages d'intérêt génétique particulier ainsi que des élevages d'espèces particulières déterminées par arrêté du Ministre chargé de l'Agriculture.

**Article 4 :** En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 21 janvier 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
et par délégation,  
Mme Emmanuelle PORTEMER

---

**Arrêté n° 11.D.D.P.51 du 23 juin 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur François JOLIVET à FAULQUEMONT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée;

VU L'arrêté préfectoral n°10.BMSSE.04 du 20 janvier 2010 portant délégation de signature à Madame

Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection des Populations,

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

**ARRETE**

**Article 1er :** Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr François JOLIVET  
19 rue de Crehange  
57380 FAULQUEMONT

**Article 2 :** Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

**Article 3 :** Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

**Article 4 :** Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Article 5 :** En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 23 juin 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
et par délégation,  
Mme Emmanuelle PORTEMER

---

**Arrêté n° 11.D.D.P.58 du 12 juillet 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Michèle BLAIRON à LONGWY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée;

VU L'arrêté préfectoral n°10.BMSSE.04 du 20 janvier 2010 portant délégation de signature à Madame

Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection des Populations,

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

**ARRETE**

**Article 1er :** Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Michèle BLAIRON  
11 rue Stanislas  
54400 LONGWY

**Article 2 :** Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

**Article 3 :** Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

**Article 4 :** Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Article 5 :** En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.



**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 12 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
et par délégation,  
Mme Emmanuelle PORTEMER

---

**Arrêté n° 11.D.D.P.P.59 du 12 juillet 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Alexandra MURESAN à DOGNEVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3  
et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;  
VU la demande présentée par l'intéressée;  
VU L'arrêté préfectoral n°10.BMSSE.04 du 20 janvier 2010 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

**ARRETE**

**Article 1er :** Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Alexandra MURESAN  
620 rue d'Epinal  
88000 DOGNEVILLE

**Article 2 :** Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

**Article 3 :** Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

**Article 4 :** Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Article 5 :** En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 12 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
et par délégation,  
Mme Emmanuelle PORTEMER

---

**Arrêté n° 11.D.D.P.P.60 du 12 juillet 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Patrice WEBER à DOGNEVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3  
et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;  
VU la demande présentée par l'intéressée;  
VU L'arrêté préfectoral n°10.BMSSE.04 du 20 janvier 2010 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

**ARRETE**

**Article 1er :** Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Patrice WEBER  
620 rue d'Epinal  
88000 DOGNEVILLE

**Article 2 :** Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

**Article 3 :** Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

**Article 4 :** Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Article 5 :** En cas d'inobservation des instructions de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 12 juillet 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale de la Protection des Populations,  
et par délégation,  
Mme Emmanuelle PORTEMER

---

## AUTRES SERVICES

## CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

## Délégation de signature du 1er juillet 2011

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires ;  
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé ;  
VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics ;  
VU le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy ;

**Article 1er :** Donne délégation à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Services Economiques, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, et en son absence pour congés, à Mme Pascale BASTIEN- KÉRÉ, Directrice du système d'information, ainsi qu'à Mme Corinne BAUD, Ingénieur responsable du département biomédical.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- Mme Sophie DAHMANE, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics.

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur Biomédical, coordinatrice de la fonction achat,

- Mme Anne-Marie LESPINASSE, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement,

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales,

- Mme Marine COATLEVEN, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des achats hôteliers et référente Uni-HA.

**Article 2 :** Donne délégation principale à M. Mickaël DUWOYE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Economiques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses et, en son absence pour congés, à Mme Pascale BASTIEN- KÉRÉ, Directrice du système d'information, ainsi qu'à Mme Corinne BAUD, Ingénieur responsable du département biomédical.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Madame Anne-Marie LESPINASSE, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales.

- Mme Marine COATLEVEN, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des achats hôteliers et référente Uni-HA.

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

**Article 3 :** Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'ils encadrent, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur Acheteur sur le secteur des achats de laboratoires

- M. Julien FABBRO, Ingénieur en charge de la restauration du CHU

**Article 4 :** Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,

- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 5 :** Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 6 :** La présente délégation se substitue à celle du 3 novembre 2010 ; elle sera renouvelable annuellement par tacite reconduction et sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er juillet 2011

Philippe VIGOUROUX  
Directeur Général,  
Président du Directoire.

---

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES****AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES**

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27673 du 29 juillet 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY**

Par arrêté préfectoral n° 27673 en date du 29 juillet 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique opération Berger-Levrault-Batigère rue Jean Lamour, site Berger Levrault, sur la commune de NANCY.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 41329 du 20 juillet 2011 autorisant OPI/BE à exécuter des travaux sur la commune de HAUCOURT-MOULAIN**

Par arrêté préfectoral n° 41329 en date du 20 juillet 2011, OPI/BE, centre d'affaires Blénodvasta, rue du Maidières à 54700 PONT A MOUSSON, a été autorisé à exécuter les travaux en vue du renouvellement du poste électrique "Moulaine", sur la commune de HAUCOURT-MOULAIN.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 46063 du 20 juillet 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY**

Par arrêté préfectoral n° 46063 en date du 20 juillet 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTA centre congrès Nancy Grand Coeur, sur la commune de NANCY.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 48024 du 20 juillet 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de DIEULOUARD**

Par arrêté préfectoral n° 48024 en date du 20 juillet 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA ZAC de la Ferrière, sur la commune de DIEULOUARD.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° FR54S01D du 21 juillet 2011 autorisant la SAS centrales photovoltaïques de Toul-Rosières 2 et 3 à exécuter des travaux sur les communes de ROSIERES-EN-HAYE, ROGEVILLE, VILLERS-EN-HAYE, DIEULOUARD et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON**

Par arrêté préfectoral n° FR54S01D en date du 21 juillet 2011, la SAS centrales photovoltaïques de Toul-Rosières 2 et 3, représentée par EDF EN France, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement du poste 33/63 KV Avrima des centrales photovoltaïques Toul-Rosières 2 et 3 sur les communes de ROSIERES-EN-HAYE, ROGEVILLE, VILLERS-EN-HAYE, DIEULOUARD et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° FR54S01D du 29 juillet 2011 autorisant la SAS centrale photovoltaïque de Toul-Rosières 1 à exécuter des travaux sur les communes de JAILLON, FRANCHEVILLE et TOUL**

Par arrêté préfectoral n° FR54S01D en date du 29 juillet 2011, la SAS centrale photovoltaïque de Toul-Rosières 1, représentée par EDF EN France, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement du poste 33/63 KV Toul-Croix de Metz de la centrale photovoltaïque de Toul-Rosières 1 sur les communes de JAILLON, FRANCHEVILLE et TOUL.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55152 du 29 juillet 2011 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune de MARS-LA-TOUR**

Par arrêté préfectoral n° 55152 en date du 29 juillet 2011, AIR, ZA de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 NILVANGE, a été autorisé à exécuter les travaux en vue de la station d'épuration, syndicat des eaux, sur la commune de MARS-LA-TOUR.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55300 du 29 juillet 2011 autorisant NEXITY FONCIER CONSEIL à exécuter des travaux sur la commune de THIL**

Par arrêté préfectoral n° 55300 en date du 29 juillet 2011, NEXITY FONCIER CONSEIL, ZA du Serroir à 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE, a été autorisé à exécuter les travaux en vue de la création du réseau basse tension dans le cadre de l'aménagement d'une zone d'habitations et de commerces "les Hauts de Thil" sur la commune de THIL.

